

**L'appui aux tiers partis
à l'élection provinciale québécoise de 2007**

Éric Bélanger

Département de science politique
Université McGill

Richard Nadeau

Département de science politique
Université de Montréal

Communication présentée au congrès annuel de l'Associations canadienne de science politique
University of British Columbia, Vancouver, 4-6 juin 2008

INTRODUCTION

Le système politique canadien, tant au niveau fédéral que provincial, foisonne de ce que l'on peut appeler « tiers partis » (Lipset 1990). Lucardie (2007: 283) rapporte par exemple qu'entre 1972 et 2006, un total de 48 nouveaux partis fédéraux ont été enregistrés par Élections Canada, et que 20 d'entre eux ont présenté des candidats à l'occasion d'élections. Cette situation est surprenante dans la mesure où le contexte institutionnel canadien comprend de nombreuses « barrières à l'entrée » qui défavorisent les nouveaux partis (Harmel et Robertson 1985). Malgré cela, les tiers partis sont nombreux et plusieurs d'entre eux ont même réussi à connaître un certain succès sur la scène électorale canadienne depuis la Seconde guerre mondiale. L'émergence du Parti créditiste, du Parti réformiste et du Bloc québécois illustre ce phénomène sur la scène fédérale. Les cas les plus récents de partis émergents au niveau provincial sont ceux de l'Action démocratique du Québec, de l'« Alberta Alliance », du « Saskatchewan Party » et du Parti vert de la Colombie-Britannique (pour un examen descriptif récent, voir Bélanger 2007a).

Comment expliquer ce succès, somme toute inattendu, des tiers partis au Canada? Peut-on l'attribuer à des causes propres au Canada ou repose-t-il sur les mêmes facteurs qui expliqueraient la montée des petits partis ailleurs dans le monde (Dalton, McAllister et Wattenberg 2000)? Les spécialistes canadiens et étrangers ont apporté des réponses différentes à ces questions. Les études canadiennes ont mis l'accent sur les facteurs d'expression de griefs, incluant le cynisme envers la politique et les institutions démocratiques alors que les travaux étrangers ont davantage cherché à expliquer l'appui aux petits partis par des variables idéologiques, liées notamment au positionnement des partis traditionnels et non-traditionnels sur les enjeux politiques émergents.

La présente étude poursuit deux objectifs principaux. Le premier est de faire avancer les connaissances sur le phénomène de l'appui aux tiers partis en examinant le poids relatif des facteurs d'idéologie et de malaise démocratique (griefs et cynisme) dans la décision de les appuyer. Le deuxième est de tester l'effet relatif de ces deux facteurs explicatifs dans le contexte canadien à l'aide de données de sondage provinciales inédites. Une analyse de l'appui accordé aux tiers partis à l'élection québécoise de 2007 sera menée à cette fin.

Un obstacle important dans l'élaboration d'un cadre explicatif du phénomène des tiers partis au Canada est l'absence d'études satisfaisantes sur les élections provinciales. La lacune à ce niveau est double. Les études quantitatives sur les tiers partis provinciaux sont presque inexistantes.¹ De plus, la méthodologie employée à ce jour a été inadéquate. La solution réside dans l'emploi d'un design permettant d'analyser l'expérience récente de quelques provinces tout en les comparant entre elles. L'analyse du sondage post-électoral québécois mené en 2007 par notre équipe de recherche permet donc de franchir un premier pas vers une meilleure compréhension de l'appui récent aux tiers partis provinciaux au Canada. L'appui à l'ADQ, à Québec Solidaire et au Parti Vert (au total 38% du vote à cette élection; voir le tableau 1) sera ainsi examiné et comparé. Les motivations derrière l'appui à ces partis seront analysées, en particulier la dimension idéologique de ce vote et la dimension liée au cynisme à l'endroit des institutions politiques.

I. FACTEURS EXPLICATIFS DE L'APPUI AUX TIERS PARTIS

¹ Pour des études qualitatives récentes, voir Martin (1998) et Belkhdja (1999).

Les écrits sur l'appui électoral reçu par les petits partis ont suggéré trois pistes d'explication. L'approche la plus ancienne met l'accent sur certains facteurs institutionnels, notamment le mode de scrutin, qui favorisent ou désavantagent l'émergence électorale de nouveaux partis (Duverger 1951; Müller-Rommel 1996). Lipset (1990) a conclu de la lecture de ces travaux que l'environnement institutionnel canadien, notamment en raison du mode de scrutin uninominal qui y prévaut, n'était guère favorable à l'implantation durable de nouveaux partis.

Cette conclusion, bien sûr, doit être revue et nuancée. Le mode de scrutin plurinominal à un tour en usage au Canada désavantage certes les petits partis, mais la diversité sociologique du pays, couplée à sa structure fédérale, constituent des facteurs qui jouent dans le sens inverse. Dans la foulée de travaux pionniers de Pinard (1971), ceux de Bélanger (2004a) ont mis en lumière l'importance des griefs régionaux dans le succès des tiers partis et de nombreuses études européennes ont montré que la présence de plusieurs paliers de gouvernement favorisait l'émergence de nouvelles formations politiques (Harmel et Robertson 1985; Willey 1998; Gerring 2005). Un cadre explicatif du phénomène des tiers partis dans les provinces canadiennes doit tenir compte de ces facteurs qui suggèrent en dernière analyse que le succès des petits partis au Canada n'est peut-être pas aussi paradoxal qu'il n'y paraît à première vue (Cairns 1968).

Certains auteurs ont suggéré récemment des explications fondées sur les changements dans les valeurs et les conditions socio-économiques pour expliquer la montée des nouveaux partis, notamment des partis verts et de droite radicale en Europe (Kitschelt 1995; Golder 2003; Inglehart 1998; van der Brug, Fennema et Tillie 2000; Norris 2005). Ces changements auraient contribué à mettre à l'avant-scène des enjeux comme l'environnement, l'immigration et les questions morales qui ne recoupent pas le clivage traditionnel entre la gauche et la droite, créant ainsi un nouvel espace idéologique propice à l'émergence de nouveaux partis. Cette approche rappelle la nécessité de tenir compte du rôle des enjeux, et notamment de l'émergence de nouveaux enjeux, dans l'explication des succès des tiers partis. Un cadre explicatif visant à rendre compte des succès des petits partis dans les provinces canadiennes doit tenir compte de cette dimension, notamment lorsque l'on considère l'enjeu émergent de l'intégration des immigrants, tant au Québec que dans le reste du pays.

Un aspect important de ces changements de valeurs paraît être la montée du cynisme envers le système politique. La confiance politique repose sur une évaluation globale des institutions gouvernementales fondée sur la correspondance, ou l'écart, entre les attentes des citoyens à propos de la performance de ces institutions et le fonctionnement perçu de celles-ci (Orren 1997). La confiance politique constitue ainsi une forme de soutien diffus, une attitude favorable qui peut aider les citoyens à accepter ou à tolérer ce qu'ils perçoivent comme un mauvais fonctionnement, ou une sous-performance, du système et de ses institutions (Easton 1965; Gamson 1968). En conséquence, la confiance politique est à distinguer d'une simple opinion à l'endroit de la taille de l'appareil gouvernemental: une attitude de méfiance est beaucoup plus liée au désir d'avoir un gouvernement qui soit plus fiable, compétent, honnête, et digne de confiance qu'à un désir de voir la taille du gouvernement être réduite (Citrin et al. 1975). De nombreuses études ont observé un déclin important de la confiance politique depuis les années 1960 tant aux États-Unis que dans la plupart des démocraties établies (e.g. Nye, Zelikow et King 1997; Norris 1999; Pharr et Putnam 2000; Hibbing et Theiss-Morse 2001; Dalton 2004). Cette désaffection traduit beaucoup plus une insatisfaction et un malaise qu'une hostilité irrationnelle envers le fonctionnement du système. Elle repose sur une évaluation plus

ou moins systématique de la performance des institutions gouvernementales et des partis en place.

Bélanger (2004b) et Bélanger et Nadeau (2005) ont montré que les nouveaux partis sont parfois en mesure de canaliser ce malaise à leur profit (voir aussi Hetherington 1999; Peterson et Wrighton 1998; Canovan 1999). Un vote pour un tiers parti peut ainsi constituer une voie d'action potentiellement plus efficace que l'abstention pour améliorer une situation jugée insatisfaisante (Hirschman 1970; Kang 2004). D'abord, s'il a suffisamment de succès, un tiers parti peut faire élire plusieurs députés, et peut même avoir des chances raisonnables d'occuper le pouvoir en lieu et place des partis traditionnels. Ensuite, un succès même modeste aura à tout le moins l'effet de soutirer des votes aux partis établis. En comparaison, une baisse de la participation électorale due au mécontentement diminue l'appui aux « vieux » partis dans l'absolu mais affecte également tous les partis en lice. Les partis en place continuent d'être élus mais par une moins grande proportion de la population; le système perd alors une partie de sa légitimité, mais son fonctionnement en soi ne s'en trouve que peu affecté.

Bien qu'il soit raisonnable de penser que les enjeux émergents et le malaise démocratique constituent deux facteurs importants dans le succès des tiers partis, il n'y a pas de consensus sur ce sujet. Certains avancent que l'appui aux nouveaux partis s'explique d'abord et avant tout par leurs positions sur des enjeux émergents occupant une place importante dans l'ordre du jour politique (Koch 2003; van der Brug 2003). Pour d'autres, le malaise démocratique constitue une attitude politique distincte susceptible d'exercer une influence importante sur le choix des électeurs au même titre que le positionnement des partis sur les enjeux (Craig 1979; Hetherington 1998; Peterson et Wrighton 1998; Chanley, Rudolph et Rahn 2001; Bélanger et Aarts 2006).

Enfin, dans un ouvrage récent, Meguid (2008) a souligné les limites des approches institutionnelle et sociologique du phénomène des tiers partis en arguant que ces explications négligeaient le rôle des partis traditionnels dans la dynamique favorisant ou défavorisant l'ascension et le déclin des nouveaux partis (voir aussi Hirano et Snyder 2007). En effet, les partis traditionnels, menacés par l'arrivée de nouveaux concurrents, adoptent rarement le comportement passif que les autres approches paraissent leur prêter. Un modèle explicatif de l'appui aux tiers partis doit donc tenir compte de la réaction des partis traditionnels devant l'émergence d'une compétition accrue.

Dans la même lignée, certains travaux proposent que le succès de ces petits partis est souvent lié au charisme de leur chef, ou du moins à sa popularité personnelle qui est plus grande que celle des chefs des partis traditionnels (e.g. Gagnon 1981; Taggart 2000). Il faut toutefois noter que l'importance de la variable d'attrait personnel du chef pour expliquer les succès des partis populistes de droite européens a récemment été contestée (van der Brug et Mughan 2007). Dans le cas québécois, Nadeau et Bélanger (1999) ont avancé qu'en général, l'image des chefs n'aurait qu'un effet passager sur les intentions de vote, mais que la faiblesse conjointe du leadership à la tête des deux grands partis pouvait tout de même bénéficier aux plus petits partis du système (voir aussi Pinard 2003).

L'ensemble de ces pistes guideront notre étude de l'appui aux tiers partis lors de l'élection québécoise de mars 2007. Nous présenterons d'abord des éléments permettant de comprendre le contexte de cette élection avant d'étudier de façon plus approfondie les déterminants de l'appui aux tiers partis lors de ce scrutin.

II. L'ÉLECTION QUÉBÉCOISE DU 26 MARS 2007

Les résultats de cette élection provinciale ont été historiques dans la mesure où, pour la première fois depuis 1878, les électeurs québécois ont élu un gouvernement minoritaire, dirigé par le Parti libéral sortant. Le premier mandat du gouvernement Charest a été controversé. Il a été caractérisé par des niveaux d'insatisfaction très élevés durant ses trois premières années et par l'expression de sérieuses allégations, formulées aussi bien par les partis d'opposition que par les journalistes, selon lesquelles les libéraux n'avaient pas respecté leurs engagements électoraux formulés lors de la campagne électorale de 2003 (Pétry, Bélanger et Imbeau 2006). Dans ce contexte, le fait que le PLQ fut incapable de conserver une majorité de sièges à l'Assemblée nationale du Québec en 2007 ne constitua pas vraiment une surprise. Pourtant, durant les semaines qui précèdent le déclenchement des élections par le premier ministre Charest, certains indices laissaient croire que la situation n'était pas si mauvaise pour le PLQ.

Les premiers signes d'espoir pour le Parti libéral vinrent lors de la publication simultanée de deux sondages d'opinion le 30 janvier 2007: aussi bien le premier sondage, réalisé par la firme Léger Marketing pour *Le Devoir*, que le deuxième, mené par la firme CROP et publié dans *La Presse*, démontraient que les libéraux avaient pris les devants sur le Parti québécois, et ce, pour la première fois depuis novembre 2004. De plus, le sondage CROP démontrait que la satisfaction à l'égard du gouvernement Charest, bien que demeurant relativement peu élevée, avait lentement commencé à augmenter, et se situait maintenant à son plus haut niveau depuis novembre 2003 – la satisfaction des Québécois se chiffrant à 43%, en hausse par rapport à son creux historique de 20%, enregistré au printemps 2005. Ces signes indiquèrent au gouvernement Charest qu'une fenêtre s'était ouverte pour la tenue d'élections, ouverture qui coïncidait en outre avec l'échéance normale de son premier mandat.

Une autre évolution positive fut la confirmation du fait que le nouveau chef du Parti québécois, André Boisclair, était incapable de canaliser l'insatisfaction envers le gouvernement Charest. Depuis son élection à la tête du Parti québécois en novembre 2005 (à la suite de la démission-surprise de Bernard Landry), les intentions de vote en faveur du PQ étaient passées de 50%, loin devant tous les autres partis, à 34%, soit quelques points derrière les libéraux (à 37%).² Le déclin des intentions de vote en faveur du Parti québécois pouvait aussi être en partie attribué à la diminution des appuis pour la souveraineté du Québec suite à l'élection du gouvernement conservateur de Stephen Harper sur la scène fédérale en janvier 2006. Le chef conservateur y avait alors fait des gains importants au Québec, remportant dix sièges, et promettant de pratiquer un « fédéralisme d'ouverture » qui soit plus près des intérêts et des aspirations du Québec (Bélanger et Nadeau 2006).

Enfin, le débat autour de la notion des « accommodements raisonnables », qui semblait vouloir devenir une épine dans le pied du Parti libéral, s'était apaisé au cours du mois de février. Un an plus tôt, en mars 2006, la Cour suprême du Canada avait tranché en faveur d'un jeune immigrant de religion sikhe, qui réclamait le droit de porter le kirpan à l'école (Perreault 2006). Ce jugement, et la mise à jour d'autres cas d'« accommodements », suscitèrent de nombreux débats qui gagnèrent en intensité dans les mois suivants.³ En

² D'après les chiffres de CROP.

³ Ces exemples incluent notamment la communauté juive hassidique de Montréal qui demanda à ce que les fenêtres d'un YMCA jouxtant une école leur appartenant soient givrées afin d'empêcher à leurs enfants la vue de femmes s'entraînant; des étudiants musulmans de l'École de technologie supérieure de Montréal qui requièrent une salle de prière dans leur école; et l'interdiction faite à des hommes d'assister à des cours prénataux au CLSC

novembre 2006, le chef de l'Action démocratique du Québec (ADQ), Mario Dumont, entrainé à son tour dans le débat, en émettant de sérieuses réserves sur ces accommodements et en critiquant le gouvernement Charest pour son inaction dans ce dossier (Dutrisac 2006). Le débat culmina à la fin du mois de janvier, lorsque *La Presse* rapporta que le conseil municipal de la municipalité d'Hérouxville (un village situé près de Shawinigan, en Mauricie) venait d'adopter un « code de conduite » destiné aux immigrants désireux de s'établir dans le village, et qui les enjoignait à se conformer aux valeurs laïques du Québec (Gagnon 2007). Mario Dumont déclara alors que le code d'Hérouxville était « un cri du cœur » qui devait être entendu. Le sondage Léger Marketing du 30 janvier démontra une augmentation significative des intentions de vote en faveur de l'ADQ, qui se chiffraient désormais à 24%, par rapport à 11% un an auparavant. Seulement deux semaines avant le déclenchement des élections, le premier ministre Charest répondit finalement à la crise en créant la commission Bouchard-Taylor, chargée de faire la lumière sur les cas d'accommodements raisonnables, dans l'espoir que cette dernière puisse calmer le jeu (Robitaille 2007).

La campagne électorale débuta officiellement le 21 février. Cinq partis politiques principaux étaient dans la course. En plus du PLQ, du PQ et de l'ADQ, qui présentèrent des candidats dans les 125 circonscriptions du Québec, le Parti vert du Québec (PVQ) présenta 108 candidats⁴, et Québec solidaire (QS) – un parti de gauche créé en février 2006, à la suite de la fusion entre l'Union des forces progressistes (UFP) et le mouvement politique Option citoyenne de Françoise David – présenta 123 candidats.

La première semaine de la campagne porta surtout sur le bilan du gouvernement Charest. Le PQ et l'ADQ accusèrent le gouvernement sortant d'avoir violé l'une de ses promesses les plus importantes, soit celle d'améliorer le système de santé du Québec. L'ADQ se déclara favorable à une certaine forme de privatisation du système de santé, mais le parti mit surtout l'accent sur sa propre priorité, à savoir les familles du Québec. Mario Dumont promit entre autres une allocation de 100 dollars par enfant par semaine à chaque famille – une politique visiblement inspirée par la promesse du gouvernement conservateur adoptée l'année précédente – et il proposa d'abolir les commissions scolaires. Le PQ annonça de son côté son intention, une fois élu, de renverser l'une des décisions les plus impopulaires du gouvernement Charest, soit la vente à des intérêts privés d'une partie du parc national du Mont-Orford.

Durant la deuxième semaine de la campagne, l'attention se tourna vers la question constitutionnelle. André Boisclair présenta son programme électoral, dans lequel il était annoncé que le Parti québécois, une fois élu, s'engageait à tenir un référendum sur la souveraineté du Québec « le plus tôt possible lors d'un premier mandat ». Les libéraux ne perdirent pas de temps à dénoncer cet engagement en soutenant que la tenue d'un troisième référendum n'était pas dans l'intérêt des Québécois. Mario Dumont dénonça lui aussi l'« obsession » référendaire des péquistes et proposa plutôt d'accroître l'autonomie du Québec à l'intérieur de la fédération canadienne. La position autonomiste de l'ADQ amena Jean Charest à prétendre que Mario Dumont n'était rien de moins qu'un séparatiste dans le placard, rappelant aux électeurs que le chef de l'ADQ s'était rangé du côté du OUI lors du référendum de 1995.

Parc-Extension de Montréal afin de ne pas offenser des femmes musulmanes, hindoues et sikhes qui étaient également inscrites à ces cours.

⁴ Le PVQ n'avait présenté que 37 candidats aux élections provinciales précédentes de 2003.

L'ADQ commença lentement à recevoir plus d'attention de la part des partis adverses de même que des médias. Depuis le début de la campagne, plusieurs candidats adéquistes avaient formulé des commentaires controversés sur la réglementation des armes à feu, les conditions de travail des femmes, les immigrants et l'homosexualité d'André Boisclair. On apprit aussi qu'un candidat adéquiste avait un dossier criminel. Sur une base presque quotidienne, Dumont dut défendre ses candidats ou prendre ses distances de leurs déclarations, et il finit par renvoyer deux d'entre eux. En dépit de ces problèmes, de nouveaux sondages publiés à la mi-campagne indiquèrent que l'ADQ poursuivait sur sa lancée, que le parti était maintenant au coude à coude avec le PQ, et qu'il menaçait même l'avance dont jouissait le PLQ. Charest et Boisclair commencèrent alors tous deux à attaquer Dumont, montrant du doigt le manque de crédibilité apparent de son équipe, et tentant de faire la démonstration que ses idées étaient irréalistes parce que trop coûteuses. La stratégie consistait en fait à persuader les électeurs que l'ADQ se résumait à son chef, et qu'elle n'était pas un parti de gouvernement crédible.

Un débat télévisé auquel ne furent invités que les chefs des trois partis principaux eut lieu le 13 mars. À la fin du débat, la plupart des observateurs furent d'accord pour dire que Jean Charest y avait fait mauvaise figure, ne répondant que mollement aux attaques de ses adversaires sur son bilan. Après un début de campagne difficile, André Boisclair se ressaisit quelque peu lors du débat en mettant de l'avant ses priorités (notamment l'éducation) et en laissant la question référendaire largement de côté. Pour sa part, Mario Dumont tenta de susciter de la méfiance envers le gouvernement Charest en montrant à la caméra des documents administratifs qui démontraient, selon lui, que le gouvernement avait fait preuve de négligence dans l'entretien des infrastructures autoroutières du Québec, et qu'il était par conséquent responsable de l'effondrement d'un viaduc dans la région de Montréal l'automne précédent.

Avec Dumont toujours sur une montée et le jour de l'élection approchant à grands pas, la semaine suivant le débat donna lieu à des spéculations sur l'élection possible d'un gouvernement minoritaire. Alors que Jean Charest se hâta de rejeter cette possibilité en affirmant qu'un gouvernement minoritaire affaiblirait le Québec, les deux autres chefs de parti abordèrent la question ouvertement. André Boisclair réitéra sa promesse de tenir un référendum même en situation minoritaire. Mario Dumont ridiculisa l'idée et rejeta toute possibilité de former un gouvernement de coalition avec le PQ (ou avec le PLQ du reste).

La dernière semaine de la campagne fut dominée par le budget fédéral. Le 19 mars, le gouvernement Harper présenta son budget et prétendit avoir réglé la question du « déséquilibre fiscal » en augmentant substantiellement les transferts aux provinces. Il annonça dans cette foulée que le gouvernement du Québec allait recevoir 3,6 milliards de dollars en nouveaux transferts sur une période de deux ans. Même si le PQ et le Bloc québécois se montrèrent favorables à ce budget, ils critiquèrent tous les deux le premier ministre Stephen Harper pour s'être immiscé dans la campagne électorale provinciale avec le dépôt de son budget. Le jour suivant, Jean Charest annonça que, s'il était réélu, il utiliserait 700 millions de dollars de ce nouvel argent pour baisser les impôts. Cette promesse s'avéra controversée, étant donné que les libéraux avaient répété pendant des années que le manque de financement de la part du gouvernement fédéral était à l'origine des problèmes du système de santé québécois. La promesse de Charest fut rapidement critiquée par Boisclair et Dumont, de même que par certaines personnes à l'intérieur même du PLQ. Les derniers sondages de la campagne indiquèrent que la course était toujours serrée entre les trois principaux partis, les

libéraux conservant une légère avance, sans doute insuffisante pour assurer la formation d'un gouvernement majoritaire.

Les Québécois allèrent aux urnes le lundi 26 mars. Les libéraux furent réélus avec une pluralité de sièges. L'ADQ finit deuxième aussi bien en nombre de votes qu'en nombre de sièges. C'était la première fois que le parti de Mario Dumont (créé en 1994) parvenait à accéder au statut d'opposition officielle. Le PQ finit troisième – sa pire performance depuis l'élection provinciale de 1970. En ce qui a trait aux deux autres partis, Québec solidaire et le Parti vert, ils récoltèrent environ 4 % du vote chacun (et aucun siège) le jour de l'élection (voir le tableau 1).

Le résultat le plus marquant de l'élection est évidemment la forte poussée de l'ADQ, qui vit ses appuis et sa députation augmenter de façon spectaculaire par rapport à l'élection précédente, de 18 à 31% dans le premier cas et de 4 à 41 dans l'autre (voir le tableau 1). Le parti de Mario Dumont, confiné depuis treize ans à un rôle plutôt secondaire à l'Assemblée nationale, acquit le statut d'opposition officielle. Le Parti québécois poursuivit sa descente dans la faveur des électeurs – ininterrompue depuis 1994 (malgré sa victoire en 1998) - et devint le deuxième parti d'opposition. Au-delà de ses évolutions, remarquables en soi, deux autres résultats sont à souligner. Le premier est la chute dramatique des appuis du PLQ entre les élections de 2003 et 2007 (de 46 à 33%). Il faut remonter aux élections de 1973 et de 1976 pour assister à un tel recul du soutien au PLQ (de 55 à 33%). D'autre part, le score obtenu par le Parti libéral est le plus faible obtenu par cette formation politique en un siècle. Un autre résultat de cette élection a fait l'objet de peu de commentaires: la stagnation de la participation électorale qui, en dépit de la montée de l'ADQ, de l'émergence de Québec solidaire, de la présence accrue du Parti vert et du caractère très serré du scrutin (un facteur qui favorise habituellement une hausse de la participation), s'est à peine maintenue au-dessus de la barre des 70% (71,2 contre 70,5% en 2003). Ces dernières observations suggèrent que la montée des tiers partis en 2007 n'a pas résulté d'un fort effet de mobilisation qui aurait mené aux urnes de nouveaux électeurs et qu'elle se serait surtout produite davantage au détriment d'un des deux vieux partis, le PLQ.

III. LES DÉTERMINANTS DE L'APPUI AU TIERS PARTI

Notre analyse du comportement électoral se concentrera sur les cas de l'ADQ, de Québec solidaire (QS) et du Parti vert du Québec (PVQ), qui ont récolté ensemble 38,3% du vote lors de l'élection du 26 mars 2007. Il s'agira entre autres de vérifier jusqu'à quel point ces trois partis ont bénéficié du malaise démocratique et/ou de leurs positionnements idéologiques, notamment ceux sur certains enjeux politiques saillants dans cette campagne. L'étude de la clientèle de l'ADQ, en particulier, est intéressante pour plusieurs raisons. Ce parti est en nette progression au Québec depuis sa fondation il y a une quinzaine d'années. Les conditions dans lesquelles il est né et s'est développé présentent des similitudes intéressantes avec la poussée créditiste de 1962 (Drouilly 2003), offrant ainsi la possibilité de vérifier avec le recul du temps la pertinence de certaines des hypothèses de Pinard. Le cas adéquiste est également pertinent dans la mesure où certains ont avancé que la montée de ce parti allait entraîner une transformation profonde du système politique québécois. Selon cette hypothèse, le Parti québécois pourrait, à plus ou moins long terme, céder progressivement sa place à l'ADQ comme deuxième grand parti politique au Québec (Pinard 2003; Allan et Vengroff 2004). Même si cette conjecture peut paraître prématurée (Tanguay 2007; Bélanger 2007), il n'en demeure pas moins que la progression constante de ce parti et les niveaux de popularité

spectaculaires qu'il a obtenus dans le passé (plus de 40% d'appuis à quelques mois de l'élection de 2003) confèrent au cas de l'ADQ un intérêt particulier, non seulement d'un point de vue empirique mais aussi dans la perspective plus large de la dynamique politique au Canada.

Nos analyses des déterminants des choix électoraux à l'élection provinciale québécoise sont basées sur les données d'un sondage réalisé immédiatement après la campagne électorale par la firme Léger Marketing.⁵ Deux échantillons (web et téléphonique) ont été combinés dans ce sondage. La collecte de données de la portion web a été réalisée du 5 au 11 avril 2007 auprès de 1172 Québécois et Québécoises, sélectionnés de façon aléatoire à partir du panel internet de Léger Marketing représentatif de la population québécoise et comptant plus de 150,000 membres au Québec.⁶ La collecte de données de la portion téléphonique a été menée du 4 au 15 avril 2007 auprès de 1003 Québécois et Québécoises, à partir du centre d'appels montréalais de la même firme. La marge d'erreur pour les résultats d'ensemble du sondage (n=2175) est de +/- 2,3%, 19 fois sur 20. Toutes les analyses présentées dans cette étude ont été effectuées à partir des données pondérées.⁷

Les résultats de nos enquêtes seront analysés de manière à répondre, dans l'ordre, aux trois questions suivantes:

1. Quel est le profil des électeurs ayant appuyé les tiers partis en général et l'ADQ en particulier?
2. Quels sont les valeurs et les positionnements idéologiques des électeurs des nouveaux partis (ADQ, Québec solidaire et Parti vert) au Québec?
3. Comment les enjeux et la popularité des chefs ont-ils joué dans la montée des tiers partis lors de l'élection de 2007?

Les analyses seront menées en deux temps. Nous répondrons d'abord à ces questions de façon plus descriptive. Nous réexaminerons ensuite les réponses obtenues à l'aide d'un modèle multivarié où l'impact des différents déterminants du vote, sociodémographiques, idéologiques ou contextuels (chefs et enjeux) seront examinés à tour de rôle.⁸

La clientèle des tiers partis

Qui sont les partisans de l'ADQ, de Québec solidaire et du Parti vert et en quoi se distinguent-ils des clientèles des « vieux » partis comme le Parti québécois ou le Parti libéral du Québec? Le tableau 2 fournit des éléments de réponse. Le profil de l'électeur adéquiste ressort assez clairement: il est francophone, d'âge moyen, moins scolarisé et il habite la couronne montréalaise, le centre du Québec ou la région de la Capitale nationale. L'écart entre

⁵ Le questionnaire de ce sondage a été entièrement rédigé par les deux auteurs, en collaboration avec Jean Crête, Laura Stephenson et Brian Tanguay. Les cinq chercheurs remercient le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada de même que l'Institut de recherche en politiques publiques pour avoir financé ce sondage.

⁶ L'échantillon web de départ a été stratifié selon le sexe, l'âge et la langue maternelle, de façon à redresser certains déséquilibres entre la population d'internautes et la population générale.

⁷ La pondération a été faite selon le sexe, l'âge, la langue maternelle et la région de résidence, de façon à rendre les échantillons représentatifs de l'ensemble de la population du Québec (selon les données de Statistique Canada, recensement de 2001). La pondération a été appliquée distinctement sur chacun des deux échantillons.

⁸ Nous nous appuyons dans cet article sur l'idée que certains déterminants se situent plus en amont que d'autres dans la décision de voter pour un parti (les variables sociodémographiques, par exemple, seraient antécédentes à l'image des chefs; sur cette question voir Miller et Shanks 1996 et Blais et al 2002). La méthode d'estimation qui sera employée est la régression logistique multinomiale. Sur les propriétés de cette technique d'estimation, voir Greene 2007.

les hommes et les femmes n'est pas marqué dans l'électorat de l'ADQ qui se caractérise par un niveau de pratique religieuse moins élevé que chez les libéraux mais plus intense que chez les électeurs des autres partis.

Il est donc possible de conclure, au vu de ces premiers chiffres, que le profil de l'électeur de Mario Dumont ne correspond pas, de façon générale, à celui des partisans des autres tiers partis. Les électeurs de l'ADQ, de Québec solidaire et du Parti vert paraissent avoir peu de choses en commun. Les électeurs du Parti vert sont plus anglophones, un peu plus jeunes, significativement plus scolarisés, moins pratiquants et se retrouvent davantage en milieu urbain. Les électeurs de Québec solidaire sont plus concentrés à Montréal, plus scolarisés, moins fortunés, un peu plus jeunes et moins pratiquants que les partisans de Mario Dumont. En fait, le profil des partisans des petits partis, surtout celui des électeurs de Québec solidaire (QS), ressemble davantage à celui du Parti québécois qu'à celui de l'électeur adéquiste. Le profil de l'électeur libéral reste le plus typé. Plus anglophone, plus âgé, davantage pratiquant, concentré dans certaines régions (West Island, Outaouais), l'électeur libéral de 2007 est également plus scolarisé que celui de l'ADQ (mais un peu moins que celui du Parti vert et de Québec solidaire), sans être plus fortuné pour autant.

L'ensemble de ces observations suggèrent quelques remarques préliminaires. La première est que le profil des clientèles électorales paraît refléter davantage les orientations des partis qu'ils soutiennent que leur caractère émergent. La clientèle du Parti vert par exemple, plus scolarisée, urbaine, un peu plus riche, moins pratiquante, présente des traits communs avec celle des partis écologistes dans plusieurs pays. L'électeur de Québec solidaire présente de son côté les traits attendus de la clientèle d'un parti plus à gauche. Ces électeurs vivent en milieu urbain, sont plus scolarisés, significativement moins fortunés et affichent leur non-conformisme par un faible niveau de pratique religieuse. Les électeurs des petits partis (QS et PVQ) sont plus jeunes que ceux des autres formations politiques, y compris ceux de l'ADQ (voir le tableau 2). Cette observation permet d'avancer que le parti de Mario Dumont n'est plus nécessairement porté par les nouvelles générations d'électeurs. Cette formation politique, présente depuis une quinzaine d'années sur la scène politique, paraît s'être institutionnalisée en quelque sorte. Ce sont surtout les petits partis émergents, comme Québec solidaire, et plus encore le Parti vert, qui paraissent s'appuyer sur un électorat plus jeune.

Les électeurs de Mario Dumont sont donc assez différents de ceux qui ont appuyé le parti de Françoise David ou de Scott Mackay. L'électorat de l'ADQ ressemble globalement à celui d'un parti de centre-droit, celui du Parti vert présente les traits habituels d'une clientèle écologiste et les partisans de Québec solidaire le profil de la clientèle d'un parti de centre-gauche. En ce sens, l'électorat de Québec solidaire, et dans un moindre mesure, celui du Parti vert, ressemble davantage à celui du Parti québécois, qu'aux partisans de Mario Dumont. Donnée intéressante, le profil de l'électeur libéral de mars 2007 se démarque aussi de celui de l'ADQ mais pour des raisons différentes. Le cas de la pratique religieuse est intéressant. L'électeur libéral est différent du partisan adéquiste, non pas parce qu'il est moins pratiquant comme c'est le cas pour les autres partis, mais parce qu'il l'est davantage. La proximité et les différences entre les clientèles des principaux partis au Québec suggèrent que les gains de l'ADQ en 2007, contrairement aux élections précédentes, ont été enregistrés davantage au détriment du PLQ que du PQ, et qu'une partie de la percée de Québec solidaire et, dans une moindre mesure, du Parti vert, s'expliquerait par des défections dans l'électorat du Parti québécois. Nous reviendrons sur cette question plus loin.

L'analyse multivariée confirme-t-elle globalement ces observations? La réponse est fournie aux tableaux 3a à 3d (voir le modèle A). Ces tableaux présentent les résultats d'une analyse de régression logistique multivariée permettant de comparer la clientèle de l'ADQ (qui constitue la catégorie de référence) à celles du Parti vert (3a), de Québec solidaire (3b), du PQ (3c) et du PLQ (3d). Un examen des coefficients de régression et de leur niveau de signification statistique permet de dresser un tableau des clientèles partisanes en 2007. Première constatation, la présence plus marquée des non francophones dans les rangs du PLQ et du PVQ. Peu de différences sont à noter s'agissant de la langue entre les partisans de l'ADQ, de Québec solidaire et du Parti québécois. L'absence d'un *gender gap* est à la fois claire et peut-être surprenante, compte tenu de la présence d'un chef féminin, François David, à la tête d'un parti qui s'est défini comme « féministe ». Le seul clivage fondé sur l'âge est celui qui oppose la clientèle libérale à celles des autres partis (à noter que les différences entre l'ADQ et les autres partis ne sont pas statistiquement significatives). Le revenu plus faible des électeurs de Québec solidaire et du Parti québécois paraît compatible avec l'orientation plus à gauche de ces deux formations politiques. Le niveau d'éducation plus faible des adéquistes ressort clairement. Leur concentration dans la couronne montréalaise et le centre du Québec, de même que leur pratique religieuse plus intense (quoi que plus faible que celle des électeurs du PLQ) ressortent également. Au total, les différences entre les clientèles des nouveaux partis (ADQ, PVQ et QS) et les similarités entre ces mêmes clientèles et celles de partis plus anciens (entre l'ADQ et le PLQ, et entre QS et le PQ) suggèrent qu'un nombre significatif de libéraux auraient fait défection à l'ADQ et que plusieurs partisans du Parti québécois auraient appuyé Québec solidaire en 2007.

Les tableaux 4a à 4d (modèle A) permettent d'examiner l'impact des déterminants socio-économiques sur le vote de façon plus directe. Les coefficients de ce tableau peuvent être interprétés comme l'augmentation de la probabilité de voter pour le Parti vert (4a), Québec solidaire (4b), le PQ (4c) ou le PLQ (4d) plutôt que pour l'ADQ, lorsque l'on fait varier les catégories d'une variable. La langue d'usage du répondant est un facteur décisif influençant les choix des électeurs. Il est intéressant de noter que le fait d'être francophone (plutôt que non francophone) fait diminuer de façon significative non seulement le vote pour le PLQ (baisse de 45 points de pourcentage de voter pour ce parti chez les francophones) mais également celui pour le Parti vert (baisse de 9 points). L'âge est également un déterminant important de l'appui au Parti libéral (hausse de 41 points de pourcentage de la probabilité de voter pour le PLQ entre les répondants les plus jeunes et les plus âgés). L'impact de l'éducation sur l'appui à Québec solidaire (hausse de 8 points) et au Parti vert (hausse de 4 points) est également marqué. La scolarité semble avoir joué un rôle important dans le choix d'appuyer ou non l'ADQ. L'impact de la pratique religieuse est également significatif, contribuant de manière significative à augmenter l'appui à l'ADQ et au PLQ (hausse de 18 points pour le PLQ; voir les coefficients négatifs pour les contrastes entre l'ADQ et les trois autres partis et la section suivante sur le conservatisme moral). Finalement, la dimension régionale du vote ressort clairement. L'émergence d'un territoire adéquiste est un aspect fondamental de l'élection de 2007, expliquant à la fois la montée de ce parti et la configuration de l'Assemblée nationale formée par les représentants de trois partis ayant chacun leurs assises dans différentes régions du Québec.⁹

⁹ Compte tenu de la petite taille des sous-échantillons régionaux, nous avons limité les variables régionales au nombre de deux, soit Laval et la couronne montréalaise (Lcouronne) et une vaste région allant de la Capitale

Valeurs et orientation idéologiques

Nous avons tracé, à la section précédente, le profil des clientèles des principaux partis du Québec, en nous attardant en particulier aux partisans de l'ADQ, de Québec solidaire et du Parti vert. Il convient maintenant de nous pencher sur les orientations idéologiques de ces électorats. À cette fin, cinq échelles ont été construites, pour pouvoir établir le positionnement des clientèles partisanes à propos de quatre dimensions importantes qui ont contribué à structurer les choix partisans au Québec, soit la question nationale, le rôle de l'État, le conservatisme moral et le malaise démocratique.

La construction des échelles utilisées pour mesurer ces différentes dimensions est présentée en détails à l'annexe 1. L'échelle portant sur la « question nationale » est construite à partir de questions portant sur le vote du répondant lors d'un éventuel référendum sur la souveraineté du Québec, sur son sentiment d'identification au Québec et au Canada, sur sa propre définition comme fédéraliste ou souverainiste (ou le refus de ces étiquettes), de même que sur son appui à d'éventuels transferts de pouvoirs du gouvernement fédéral vers celui du Québec. L'échelle sur le rôle de l'État comprend une série d'énoncés amenant les répondants à se prononcer sur ce que devrait être l'action du gouvernement en diverses circonstances et à évaluer l'efficacité du secteur public par rapport au secteur privé dans un certain nombre de domaines. Un second indicateur sert à mesurer cette dimension. Il est construit à partir des évaluations de deux groupes souvent perçus comme étant antagonistes, le patronat et les syndicats. Le conservatisme moral des répondants est mesuré avec une série d'indicateurs portant sur les valeurs religieuses, l'adhésion aux valeurs familiales traditionnelles et l'approbation des mariages entre conjoints de même sexe. Finalement, la mesure du malaise démocratique est composée d'indicateurs mesurant les perceptions des électeurs sur la sensibilité des gouvernements à leurs besoins (« external efficacy ») et inclut aussi leur évaluation d'ensemble du fonctionnement de la démocratie au Québec.¹⁰

Le tableau 5 présente le positionnement moyen de l'ensemble des électeurs et des clientèles des cinq principaux partis du Québec sur les différentes échelles. Celles-ci vont de 0 à 1, la valeur de 1 signifiant, selon les cas, une position fédéraliste, une position conservatrice en matière économique, une position plus favorable au patronat qu'aux syndicats (dans cette échelle, la valeur de 0,5 correspond à une position également favorable aux deux groupes), un conservatisme moral plus appuyé et un malaise démocratique plus intense, la valeur de 0 renvoyant à des positions inverses (souverainisme, interventionnisme, syndicalisme, libéralisme culturel et fort sentiment de confiance envers le fonctionnement des institutions démocratiques au Québec).

L'échelle présentant la plus grande amplitude quant aux positions des clientèles électorales est celle qui porte sur l'avenir politique du Québec. Le Parti libéral se situe, sans surprise, le plus près du pôle canadien et fédéraliste (avec un score de 0,66), suivi du Parti vert (0,52) et de l'ADQ qui occupe une position mitoyenne sur cette échelle (0,43), très proche de

nationale au Bas-du-Fleuve (Qcentre). Diverses autres définitions des régions ont été examinées sans produire de résultats probants.

¹⁰ Les coefficients alpha de fiabilité sont élevés pour les échelles portant sur la question nationale (0,80), le malaise démocratique (0,76) et le conservatisme moral (0,59). Le coefficient est plus faible pour l'échelle sur le rôle de l'État (0,35), ce qui nous a amenés à utiliser un second indicateur pour mesurer le conservatisme économique des répondants, soit la différence entre les évaluations des milieux d'affaires et des syndicats (Patsynd).

la position moyenne de l'ensemble des électeurs (0,42). Le Parti québécois, sans surprise également, se situe à l'opposé du pôle fédéraliste (score de 0,15), un positionnement proche de celui des électeurs de Québec solidaire (0,20). Les clientèles des trois partis émergents au Québec, l'ADQ, Québec solidaire (QS) et le Parti vert du Québec (PVQ) se caractérisent par leurs divergences plutôt que par leurs similitudes sur la question du statut politique du Québec. Les partisans de Québec solidaire sont proches de la position souverainiste du Parti québécois, les électeurs du Parti vert se caractérisent par un positionnement plutôt fédéraliste, à mi-chemin entre l'ADQ et le Parti libéral, et le parti de Mario Dumont occupe le centre de l'échiquier en se réclamant de l'étiquette de parti autonomiste.

Les différences entre les « nouveaux » partis ressortent aussi au sujet du rôle de l'État. Les électeurs les plus interventionnistes sont ceux de Québec solidaire (score de 0,30) et ceux qui le sont le moins sont les partisans de l'ADQ (0,48). Entre ces extrémités, logent les électeurs du Parti libéral (0,39), dont la position est proche de celle de l'ensemble des électeurs sur cette question (0,41). Les électeurs du PQ et du PVQ occupent de leur côté une position à mi-chemin entre celle des électeurs de Québec solidaire et du PLQ (0,35).

L'échelle opposant le libéralisme au laissez-faire économique ne paraît pas très discriminante à propos des positions des clientèles, un résultat déjà observé dans le passé pour les élections québécoises (Voir Nadeau, Guérin et Martin 1995). Il a donc semblé opportun d'ajouter un autre indicateur, plus simple et plus direct, pour mesurer le conservatisme économique des électeurs. Cet indicateur mesure simplement la différence entre l'évaluation des milieux d'affaires et des syndicats (sur une échelle allant de 0 à 100, où 100 signifie une évaluation très positive d'un groupe et 0 une position très défavorable). Deux constats ressortent des résultats obtenus sur cette échelle. Le premier est que l'image du patronat est plus positive que celle des syndicats, que ce soit dans l'ensemble de la population (moyenne de 0,60) ou parmi les clientèles électorales. Seuls les électeurs de Québec solidaire affichent un biais positif en faveur des syndicats (0,46), tous les autres groupes, y compris les électeurs péquistes, affichant une attitude plus favorable envers le patronat. L'amplitude observée sur cette échelle est à peu près la même que sur celle de l'interventionnisme (environ 0,20) mais les résultats observés renforcent et nuancent les précédents résultats. La position de l'ADQ, plus à droite se confirme, de même que celle des électeurs du PLQ (scores de 0,65 et 0,66). Les différences entre les électeurs du Parti vert (plus favorable au patronat) et de Québec solidaire (plus favorable aux syndicats) de même que la proximité plus grande entre le Parti québécois et la formation de Françoise David ressortent de nouveau.

Certains ont avancé que l'ADQ incarnait un courant de pensée conservateur, à la fois économique et culturel. Les électeurs de l'ADQ, attirés par ce parti, se caractérisaient par leur conservatisme sur les questions comme l'avortement, le mariage entre conjoints de même sexe et les valeurs familiales traditionnelles. Une analyse des clientèles électorales à partir d'une échelle mesurant le conservatisme moral des électeurs confirme en partie cette attente. Les partisans de l'ADQ se caractérisent par un conservatisme moral nettement plus appuyé (score de 0,52) que celui des électeurs du Parti québécois (0,42), du Parti vert (0,40) et, surtout, de Québec solidaire (0,32), mais tout de même moins prononcé que celui des partisans du PLQ (0,57). Fait intéressant, un parti ancien et nouveau, l'ADQ et le PLQ, logent vers le pôle du conservatisme, économique et social, la même configuration se reproduisant à gauche, où cohabitent le PQ et Québec solidaire, le Parti vert se situant généralement à mi-chemin entre ces deux duos. Autre donnée intéressante, c'est la position moyenne des électeurs de l'ADQ

qui, comme dans le cas de la question nationale, se rapproche le plus de la position moyenne des électeurs québécois sur les questions morales (0,50).

Les résultats ont fait ressortir jusqu'à maintenant des différences significatives entre les électors des partis émergents au Québec. Cela dit, les électors de ces nouveaux partis expriment des opinions convergentes à propos d'une dimension importante de la dynamique politique: leur niveau de confiance envers le fonctionnement des institutions politiques. L'échelle mesurant le malaise démocratique des électeurs montre d'abord que ce sentiment est répandu dans l'ensemble des clientèles partisans. De façon attendue, ce niveau de malaise est un moins prononcé chez les partisans des vieux partis en général et du parti gouvernemental en particulier (scores de 0,64 et de 0,59 pour le PQ et le PLQ). Mais la donnée intéressante à propos de cette échelle est qu'il s'agit de la seule orientation politique où les partisans de l'ADQ, de Québec solidaire et du Parti vert paraissent se rejoindre (scores respectifs de 0,72, 0,68 et de 0,66). Bien que les sources de l'insatisfaction envers les institutions politiques puissent varier selon les clientèles, les électeurs des plus petits partis (QS et PVQ) étant particulièrement sensibles à la réforme du mode de scrutin par exemple, il est quand même intéressant de voir des groupes d'électeurs aux orientations politiques assez différentes se rejoindre dans une critique commune du fonctionnement de la démocratie au Québec.

Le graphique 1 présente la position des clientèles partisans du Québec sur les quatre grandes orientations idéologiques discutées ci-dessus. Sur la question nationale, la position mitoyenne de l'ADQ ressort, de même que la proximité entre les électeurs du PQ et de Québec solidaire. La spécificité des électeurs verts, d'orientation plus fédéraliste, est également apparente. La mesure du conservatisme, économique et social, fait apparaître deux regroupements, celui de l'ADQ et du PLQ, à droite, et du PQ et de Québec solidaire à gauche, les verts étant un peu plus proches de ce positionnement de gauche (à noter toutefois leur tiédeur plus grande envers les syndicats). Finalement, la seule dimension où les électeurs des nouveaux partis se côtoient est dans l'expression d'un malaise démocratique, un sentiment par ailleurs répandu parmi toutes les clientèles partisans.

Les résultats de l'analyse multivariée (voir les tableaux 3a à 3d; modèle B) font clairement ressortir l'impact de ces orientations politiques sur le choix des électeurs. La question nationale constitue la dimension la plus discriminante. L'orientation nettement fédéraliste des partisans du PLQ ressort clairement (coefficient de régression de 3,70); le soutien à l'option souverainiste constitue une caractéristique commune des électeurs du PQ et de Québec solidaire (coefficients de -5.41 et de -2.94), les verts et l'ADQ occupant une place mitoyenne sur cette question (voir le coefficient non significatif pour les verts dans le tableau 3a; modèle B). Le conservatisme des partisans de l'ADQ ressort clairement des résultats. Les électeurs de Mario Dumont campent clairement à droite de l'échiquier à propos du rôle de l'État, une position conservatrice sur cette question réduisant de façon significative la probabilité de voter pour tout autre parti que l'ADQ (voir les coefficients, tous négatifs et significatifs des tableaux 3a à 3d correspondant à la variable État; modèle B). Les sentiments envers les groupes sociaux (patronat et syndicats) exercent le même type d'impact, à l'exception de la convergence déjà observée des libéraux et des adéquistes sur cette question (les coefficients de la variable Patsynd dans les tableaux 3a à 3d sont tous négatifs et significatifs à l'exception de celui qui démarque les électeurs de l'ADQ de ceux du PLQ; modèle B). Une dynamique semblable se confirme à propos de la dimension des valeurs, les électeurs de l'ADQ et du PLQ se démarquant par un conservatisme moral plus appuyé que

celui des autres groupes partisans (voir les coefficients négatifs et significatifs associés à la variable « Cmoral » pour tous les partis sauf pour le contraste PLQ/ADQ).

Un intérêt particulier de la présente étude portait sur le lien entre l'expression d'un malaise démocratique et l'appui aux partis émergents au Québec. Les données examinées plus tôt laissaient entendre que cette insatisfaction envers le fonctionnement des institutions politiques constituait un des rares traits communs des clientèles des nouveaux partis au Québec. L'analyse multivariée confirme cette conclusion préliminaire. Les résultats montrent que la perte de confiance envers les institutions politiques a contribué à favoriser l'ADQ aux dépens des « vieux » partis, comme le PQ et le PLQ (coefficients de -2.01 et de -2.95, respectivement dans les tableaux 3c et 3d; modèle B). La donnée la plus marquante reste toutefois le fait que la variable du cynisme politique constitue un déterminant commun menant les électeurs à appuyer des partis aussi différents que l'ADQ, les verts et Québec solidaire. L'analyse de régression montre que le fait de ressentir ce type d'insatisfaction envers le fonctionnement de la démocratie au Québec ne distingue pas de façon significative les électeurs de Mario Dumont, de Françoise David et de Scott Mackay, les coefficients pour les contrastes QS/ADQ et PVQ/ADQ n'étant pas statistiquement significatifs (voir les tableaux 3a à 3d; modèle B).

L'impact de la variable « malaise démocratique » est d'ailleurs confirmé lorsque les coefficients de régression sont transformés pour être interprétés en termes de changement dans la probabilité de voter pour un parti (voir les tableaux 4a à 4d; modèle B). L'examen du contraste entre le PLQ et l'ADQ est le plus frappant (tableau 4d). Les données montrent qu'à l'exception de la question nationale, c'est la dimension du malaise démocratique qui semble avoir exercé l'impact le plus grand sur la décision d'opter pour l'ADQ plutôt que le PLQ (coefficient de -.33). L'impact de cette variable est également important chez ceux qui ont choisi l'ADQ plutôt que le PQ (voir le tableau 4c).

L'ensemble des résultats montrent que l'appui aux tiers partis résulte à la fois des préférences idéologiques et des sentiments envers le fonctionnement des institutions politiques. Cette interaction s'est manifestée selon deux modalités. Les électeurs à la fois conservateurs et cyniques ont déserté un parti traditionnel, le PLQ, et choisi massivement l'ADQ. Les électeurs progressistes et insatisfaits, moins nombreux, ont déserté un autre parti traditionnel, le PQ, pour appuyer Québec solidaire. Finalement, les électeurs préoccupés des questions environnementales, plus disparates quant à leurs orientations politiques, ont choisi un parti à enjeu unique, le Parti vert du Québec.

Les facteurs de court terme: les enjeux et les chefs

Les résultats présentés jusqu'à maintenant montrent l'existence de clientèles électorales variées au Québec susceptibles d'être attirées par des partis politiques présentant des orientations conformes à leurs préférences. Une question se pose toutefois. Comment expliquer que ces clientèles, ou du moins qu'une partie d'entre elles, aient conclu que leurs intérêts seraient mieux défendus par un parti émergent plutôt que par un parti établi au moment de la dernière élection au Québec? La réponse à cette question se trouve peut-être du côté des déterminants de court terme des choix électoraux, les enjeux et l'image des chefs.

Nous examinons d'abord l'impact des enjeux avant de nous tourner vers celui des chefs. Deux types de questions sont utilisés pour mesurer l'effet des enjeux sur le vote. Des questions fermées sont employées pour mesurer la position des répondants sur trois enjeux importants, la situation économique (pour une revue des nombreuses études ayant montré

l'impact de la conjoncture économique sur l'appui au gouvernement sortant, voir Lewis-Beck et Stegmaier 2007), la promesse du Parti québécois de tenir un référendum « le plus tôt possible » lors d'un premier mandat et la question des « accommodements raisonnables ». Une question ouverte, demandant aux répondants d'identifier l'enjeu le plus important lors de l'élection, sera aussi utilisée.

L'évaluation de la situation économique par les Québécois était plutôt mitigée au moment de l'élection de 2007 (58% des répondants estimaient que la situation économique était restée la même depuis un an; 13% la croyaient meilleure et 29% l'estimaient moins bonne). De nombreuses études ont montré que cette variable affecte surtout la popularité des gouvernements sortants, et nous nous attendons donc à ce que son impact soit particulièrement significatif pour le PLQ. La promesse du PQ de tenir un référendum rapidement n'obtenait le soutien que de 24% des Québécois au moment des élections. Compte tenu des orientations idéologiques des clientèles partisans, l'impact attendu de cette variable devrait être particulièrement marqué pour les électeurs péquistes et libéraux. L'opposition ferme de Mario Dumont à cette idée laisse croire également que cette variable a contribué à démarquer de façon nette les électeurs du PQ et de l'ADQ. Finalement, les positions, quasi-souverainiste des électeurs de Québec solidaire, et plutôt fédéraliste des verts, suggèrent que cet engagement démarquera davantage les partisans de l'ADQ du premier parti que du second.

L'enjeu des accommodements raisonnables mérite une attention particulière. Une question est utilisée dans cette étude pour mesurer l'opinion des répondants à ce sujet. Celle-ci leur demandait s'ils étaient fortement d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord, ou fortement en désaccord avec l'énoncé suivant: « Durant les dernières années, nous sommes allés trop loin pour accommoder les minorités culturelles au Québec ». Les données du tableau 6 montrent que le sentiment selon lequel ces accommodements auraient été trop poussés était très largement répandu au moment de l'élection, puisque plus de huit Québécois sur dix (81%) partageaient cet avis. Ces mêmes données montrent pourtant l'existence de clivages partisans assez nets sur cet enjeu, lorsque l'on tient compte de l'intensité des opinions sur cette question. Alors que près de trois adéquistes sur cinq se disent fortement d'accord avec cet énoncé (58%), cette proportion tombe à moins de 30% chez les électeurs des petits partis émergents (29% pour Québec solidaire et le Parti vert), les électors des partis traditionnels se situant à mi-chemin entre ces deux positions (respectivement 45 et 46% des libéraux et des péquistes se disant fortement d'accord avec cette proposition).

Les données d'une question ouverte sur l'enjeu le plus important ont réservé certaines surprises. L'enjeu le plus important aux yeux des électeurs au moment de l'élection était, comme en 2003, la santé, quoique dans une proportion significativement moindre. La dispersion des réponses est l'autre caractéristique marquante des réponses fournies. Afin de tester l'impact des principaux enjeux sur l'appui aux partis politiques, nous avons créé cinq variables dichotomiques correspondant aux personnes ayant identifié les questions de la santé (21%), de l'éducation (5%), du statut du Québec (7%), de l'environnement (6,5%) et du changement (9,5%) comme enjeu principal lors de l'élection (plus du quart des répondants, 26%, n'ont pas identifié d'enjeu).

Les résultats de l'analyse multivariée présentés aux tableaux 3a à 3d (modèle C) confirment l'impact de certains enjeux et aident à comprendre comment les partis émergents au Québec ont pu en tirer profit. L'état de l'économie a largement favorisé le Parti libéral (tableau 3d). L'opposition à la tenue d'un référendum rapide a augmenté l'appui au PLQ (coefficient positif de la variable Référendum; tableau 3d) et a favorisé le soutien à l'ADQ au

détriment des deux partis souverainistes dans la course (voir les coefficients négatifs de la même variable pour les contrastes PQ/ADQ et QS/ADQ; tableaux 3c et 3b, modèle C). L'enjeu des accommodements raisonnables paraît avoir favorisé l'ADQ, tant face aux partis traditionnels et émergents (voir les coefficients négatifs et statistiquement significatifs associés à cette variable aux tableaux 3a à 3d, modèle C).

Les variables construites à partir de la question ouverte fournissent des compléments d'information intéressants. Le PLQ n'a pas profité, comme en 2003, de l'enjeu de la santé et a perdu du terrain chez les électeurs avides de changement et préoccupés par la question des accommodements raisonnables (3d). Le PQ a marqué des points chez les électeurs intéressés par l'éducation, l'enjeu privilégié par André Boisclair. Le statut de parti à enjeu unique du Parti vert ressort très clairement des résultats (voir le coefficient important (2,63) associé à la variable Impenvir au tableau 3b). L'ADQ, finalement, a profité du désir de changement dans la population face aux vieux partis (il est à noter que cette variable ne sert pas à démarquer l'ADQ des autres tiers partis, ce qui suggère que le besoin de changement est une motivation commune aux électeurs des trois partis émergents au Québec), et a bénéficié du soutien d'électeurs nationalistes (voire souverainistes) peu empressés de voir la tenue d'un autre référendum sur la souveraineté du Québec. Les données des tableaux 4a à 4d (modèle C), où les coefficients mesurent la probabilité d'appuyer un parti selon les catégories des variables, confirment les mêmes interprétations.

L'appui au tiers parti lors de l'élection de 2007 semble pouvoir s'expliquer par la nature des enjeux débattus. L'intérêt croissant pour les questions environnementales a fourni un bassin d'électeurs potentiels, et peut-être durable au Parti vert. La question des accommodements raisonnables a favorisé l'ADQ. Des électeurs de sensibilité nationaliste, et plutôt conservateurs, ont préféré les solutions plus modérées, l'autonomisme, et plus immédiates, une position ferme sur les accommodements raisonnables, de l'ADQ au radicalisme du PQ incarné par sa proposition de tenue rapide d'un référendum.

Le positionnement des partis sur les enjeux ne suffit pas à rendre compte des facteurs de court terme ayant favorisé la montée des tiers partis, et notamment de l'ADQ. L'image des chefs paraît aussi avoir joué un rôle important, surtout si l'on tient compte de la relative insatisfaction des électeurs envers le gouvernement Charest. Un pareil contexte aurait dû favoriser le Parti québécois. Or, cette formation politique s'est avérée incapable de canaliser ce mécontentement. L'impopularité des chefs des deux principaux partis a constitué une donnée importante lors de l'élection de 2007 et semble avoir eu un double effet. Le peu d'attrait du chef péquiste André Boisclair a d'abord empêché son parti de récolter le soutien des électeurs mécontents, ouvrant ainsi la porte à l'ADQ. L'impopularité commune des chefs du PQ et du PLQ a contribué de son côté à diminuer l'attrait pour les vieux partis en général (voir Nadeau et Bélanger 1999 au sujet de cette dynamique), contribuant ainsi à augmenter l'appétit pour le changement dans la population et à amener une large variété d'électeurs, progressistes, conservateurs et écologistes, à se tourner vers d'autres véhicules pour exprimer leur mécontentement ou leurs préoccupations.

Les données du tableau 7 sur l'image des chefs apportent de l'eau au moulin à cette thèse. La moyenne des évaluations des chefs de parti sur un thermomètre allant de 0 à 100 souligne la domination de Mario Dumont sur les autres leaders. Son score moyen est de près de 20 points (18) au-dessus de celui du premier ministre et du chef de l'opposition au moment de l'élection de 2007. Sa domination s'exerce également aux dépens des chefs des petits partis, qui souffrent à la fois d'évaluations assez mitigées et d'une faible notoriété (les

pourcentages de répondants incapables ou qui ont refusé d'évaluer Scott Mackay et Françoise David sont, respectivement, de 51 et de 39%; les mêmes pourcentages pour les chefs du PQ, du PLQ et de l'ADQ sont de 7, 5 et 6%).

Les autres données du tableau 7 complètent ce portrait. Elles portent sur des aspects plus spécifiques de l'image des chefs, soit la perception de leur compétence, de leur honnêteté et de leur empathie. Les résultats sont parlants. Mario Dumont est perçu, très nettement, comme étant le chef le plus honnête et le plus près des gens. Jean Charest, tout de même talonné par Mario Dumont, est perçu par une pluralité d'électeurs comme le chef le plus compétent pour diriger le Québec. Françoise David, chef d'un parti de gauche, récolte un certain succès d'estime, comme le montre les pourcentages d'électeurs la croyant honnête et, surtout, proche des gens. Scott McKay, chef du Parti vert, est resté une énigme pour une grande majorité d'électeurs, ce qui aurait pu porter un tort plus grand à un parti autre que le sien, c'est-à-dire un parti à enjeu unique dont le simple nom constitue la motivation première pour l'appuyer chez beaucoup d'électeurs. Cela dit, c'est la faible popularité et, peut-être surtout, le peu de relief de l'image d'André Boisclair qui est frappant. Dirigeant l'opposition officielle, et affrontant un gouvernement impopulaire, le chef péquiste n'est pas parvenu à imposer une image claire quant à la nature du leadership qu'il aurait pu exercer à titre de premier ministre.

L'analyse multivariée permet de mesurer l'impact de l'image des chefs sur les choix électoraux en contrôlant pour l'ensemble des autres facteurs, y compris l'identification partisane des électeurs (voir les tableaux 3a à 3d; modèle D). La variable chefs est construite à partir des réponses obtenues aux trois questions sur les traits des leaders (compétence, honnêteté, empathie) en raison du pourcentage élevé de non réponse à la question portant sur l'évaluation globale (à l'aide d'un thermomètre) de Françoise David et Scott McKay.

Les résultats de l'analyse multivariée (voir les tableaux 3a à 3d, modèle D) permettent de constater que la popularité de Mario Dumont a permis à ce parti de soutirer des voix à la fois au Parti québécois et au Parti libéral (voir les coefficients négatifs associés à la variable de l'image du chef de l'ADQ). Les résultats concernant l'appui au PQ sont particulièrement intéressants. Le coefficient positif lié à l'image de Françoise David souligne une fois de plus la proximité des clientèles du PQ et de Québec solidaire et suggère que ce parti de centre-gauche a servi d'exutoire aux électeurs progressistes mécontents du gouvernement libéral et sceptiques à propos du leadership d'André Boisclair. L'absence d'effet Dumont chez les électeurs de Québec solidaire laisse croire que l'éloignement idéologique entre ces deux formations était tel que la popularité respective de leur chef n'a pas exercé un impact dans la décision d'appuyer l'un ou l'autre de ces partis.

Les données des tableaux 4a à 4d (modèle D) confirment les résultats précédents. Ils montrent l'impact des évaluations des chefs dans le choix d'appuyer l'ADQ plutôt que l'un des quatre autres grands partis en lice. Les effets de la variable chef sont importants et d'autant plus significatifs que la distribution de cette variable montre un avantage net du chef de l'ADQ sur les autres leaders. La popularité de Mario Dumont et la personnalité de François David semblent donc avoir facilité le glissement vers les nouveaux partis lors de l'élection. Combiné à la préoccupation croissante des électeurs pour l'environnement, à la controverse au sujet des accommodements raisonnables et à la promesse peu populaire du PQ au sujet de la tenue d'un référendum rapide, ces évaluations ont poussé des clientèles particulières, progressistes, conservatrices ou écologistes, à délaisser les partis traditionnels et à se tourner vers de nouveaux véhicules politiques.

IV. DISCUSSION ET CONCLUSION

Les résultats de la présente étude ont mis en lumière l'existence de clientèles électorales variées au Québec. Outre les partisans des deux grandes formations traditionnelles, le PQ et le PLQ, trois autres courants se dessinent assez clairement dans l'électorat québécois. Le plus important, qui a soutenu massivement l'ADQ, est d'orientation conservatrice et de tendance nationaliste. Deux autres groupes d'importance numérique moindre apparaissent également. Un électorat écologiste, qui pourrait être en croissance, qui a appuyé le Parti vert, et une clientèle marquée à gauche et favorable à la souveraineté, qui a soutenu Québec solidaire.

Comment expliquer que ces clientèles se soient détachées avec une telle ampleur des partis traditionnels lors des élections de 2007? Une combinaison de facteurs, de court et de long terme, paraît avoir joué. L'insatisfaction envers le gouvernement libéral et l'impopularité de Jean Charest et d'André Boisclair ont créé un environnement propice aux défections partisans. La popularité de Mario Dumont, en fait sa très nette domination sur les autres chefs dans la faveur populaire, a constitué un atout décisif pour l'ADQ. La personnalité de Françoise David a, dans une moindre mesure, joué le même rôle auprès d'un électorat plus ciblé.

La popularité de Mario Dumont n'a toutefois pas suffi à provoquer un recul aussi prononcé chez les partis traditionnels. Le bilan mitigé du gouvernement a constitué un élément déclencheur. Le fait que le PQ n'a pas paru constituer une solution de rechange pour les électeurs mécontents a nourri la désaffection envers les vieux partis et alimenté une volonté de changement que les nouveaux partis ont exploité avec profit. C'est d'ailleurs là, le seul et le grand trait commun, expliquant la montée des tiers partis au Québec en 2007, soit une volonté de changement tirant notamment sa source dans l'insatisfaction envers le fonctionnement du jeu politique au Québec, dominé par le PQ et le PLQ.

La montée de certains enjeux à l'avant-scène a aussi poussé les électeurs à voter pour un parti émergent. Les « écologistes » québécois, peu enchantés des vieux partis, ont choisi en 2007 de voter pour le Parti vert plutôt que d'appuyer le parti traditionnel le plus ouvert à leurs yeux à la cause environnementale. Ce choix s'explique. D'abord par la motivation première de ces électeurs, l'environnement. Ensuite, par les autres grandes orientations qu'ils partagent. L'électorat vert est plus anglophone et la position médiane de sa clientèle est nettement plus fédéraliste et un peu plus conservatrice que celle de Québec solidaire. Le choix de ce dernier parti, malgré la profession de foi du parti de Françoise David en faveur de l'environnement, aurait été difficile. Il en est de même en ce qui a trait à l'appui à l'ADQ qui n'a pas manifesté beaucoup de ferveur environnementale lors de l'élection de 2007. Le PQ, dirigé par un ancien ministre de l'environnement, ne paraît pas non plus avoir connu beaucoup de succès dans cet électorat écologiste malgré certains appels en sa direction (y compris un changement dans la couleur de son logo qui est passée, le temps d'une campagne, du bleu au vert). Phénomène radicalement nouveau au Québec, le vote vert paraît susceptible de rallier durablement un certain segment de l'électorat.

L'appui à Québec solidaire peut s'expliquer dans les mêmes termes. Ce groupe loge sur le flanc gauche du Parti québécois, et est formé d'électeurs un peu moins souverainistes et un peu plus progressistes que le partisan péquiste médian. Il était donc naturel que cet électorat, peu enchanté du PQ (et même enclin à croire à un glissement vers la droite de ce

parti sous la direction d'André Boisclair) mais souverainiste et ancré à gauche, jette son dévolu sur Québec solidaire.

La progression de l'ADQ reste évidemment le phénomène marquant (mais pas nécessairement durable) de la dernière élection au Québec. Plusieurs facteurs l'expliquent. Certains remontent à l'origine de ce parti, créé au lendemain de l'échec de Meech et du référendum sur l'Accord de Charlottetown. Ce parti a toujours eu l'ambition de proposer une troisième voie, entre le fédéralisme affirmé du PLQ et la position souverainiste du PQ. L'ADQ a progressé à chaque élection depuis 1994, en enregistrant des gains plus importants au détriment du PQ que du PLQ. Sa montée lors de l'élection de 2007 a manifestement été le produit de nombreuses défections chez les libéraux. La chose ne doit pas surprendre compte tenu de la proximité de ces deux électors sur les questions économiques et sociales. L'impopularité de Jean Charest et de son gouvernement, la popularité de Mario Dumont et le positionnement de son parti sur la question des accommodements raisonnables ont fourni des passerelles supplémentaires facilitant la migration d'un électorat conservateur et, de sensibilité nationaliste, du PLQ vers l'ADQ.

Les défections du PQ vers l'ADQ, moindre en 2007, n'ont pas été inexistantes, comme le montrent notamment les succès de ce parti dans la couronne montréalaise, un terreau traditionnellement fertile pour le PQ. Nos analyses montrent que la promesse de tenir un référendum rapide, combiné aux positions de l'ADQ sur les accommodements raisonnables et à son positionnement « autonomiste » ont contribué à accroître l'appui du pari de Mario Dumont.

Malgré les limites d'une telle mesure, il aurait été utile d'inclure dans la présente enquête une question sur le vote du répondant à l'élection de 2003 afin d'avoir une meilleure idée des déplacements d'un parti à l'autre au cours des dernières années (un panel aurait été idéal de ce point de vue). Notre enquête inclut toutefois un élément d'information intéressant. Il s'agit d'une question demandant aux répondants d'identifier quel aurait été leur deuxième choix. Les réponses obtenues, présentées au tableau 8, sont éclairantes. On peut constater d'abord que l'ADQ constitue le deuxième choix d'une pluralité d'électeurs, soit 38%, une donnée qui souligne l'ampleur de sa poussée à l'élection de mars 2007. La provenance de ces deuxième choix est encore plus révélatrice. Pas moins de 76% des électeurs du PLQ auraient opté pour l'ADQ comme deuxième option. Cette proportion reste élevée chez les partisans du PQ, 50%, un pourcentage tout de même en retrait par rapport aux scrutins précédents (Nadeau et Léger 1998). L'attrait moindre de l'ADQ chez les électeurs de Québec solidaire et du Parti vert (21 et 31% respectivement) souligne une fois de plus l'éloignement idéologique des nouveaux partis à l'occasion de l'élection de 2007.

La distribution des deuxième choix chez les électeurs des partis émergents est également révélatrice. La distribution très éclatée de ces choix chez les électeurs du Parti vert illustre l'hétérogénéité d'une clientèle unie par un thème unique, l'environnement. L'orientation à gauche des partisans de Québec solidaire ressort, les trois quarts de ces électeurs optant pour des partis plus à gauche de l'échiquier politique, le PQ (48%) et le PVQ (28%) comme deuxième choix. La distribution de ces mêmes réponses parmi les électeurs de l'ADQ est encore plus éclairante. Lors des scrutins précédents, le deuxième choix des électeurs de Mario Dumont était très majoritairement le PQ. Les données du tableau 8 montrent que les choses ont changé en 2007. L'arrivée massive de nouvelles adhésions en provenance du PLQ a transformé la composition de l'électorat adéquiste, maintenant formé de

deux types de transfuges: les plus anciens venant surtout du PQ et les nouvelles recrues ayant déserté, le temps d'une élection peut-être, les rangs du PLQ.

La mobilité des électeurs québécois d'un parti à l'autre soulève la question de la pérennité des succès des partis émergents. En d'autres mots, les résultats de l'élection de mars 2007 seront-ils durables? La question se pose avec d'autant plus de pertinence un an après ce scrutin et au moment où l'ADQ a reculé dans les sondages et a subi des pertes importantes lors de récentes élections partielles. Cette chute coïncide avec le maintien, et même avec une légère augmentation des appuis récoltés par le Parti vert et Québec solidaire. Comment expliquer une pareille évolution? La performance décevante de l'ADQ et de son chef à la tête de l'Opposition officielle à l'Assemblée nationale du Québec fournit une partie de l'explication. La chute de la popularité personnelle de Mario Dumont est un indice parmi d'autres de cette dynamique. La deuxième explication tient peut-être à la réaction des grands partis suite à leur recul électoral de mars 2007 (voir Meguid 2008 pour une perspective générale sur cette question). Le Parti québécois a changé de chef depuis ce scrutin et modifié de façon marquée son positionnement politique en abandonnant la promesse de tenir un référendum et en promettant une « nouvelle loi 101 » pour assurer la protection de la langue française. Ce faisant, le PQ semble être parvenu à récupérer une partie du terrain perdu à l'ADQ à titre de défenseur de la spécificité québécoise. Le Parti libéral de son côté a réussi à gouverner dans un contexte minoritaire sans susciter trop de vagues, à la satisfaction des électeurs qui évaluent de façon relativement positive la performance du gouvernement libéral en place et de son chef.

L'avenir de l'ADQ dépendra donc de sa façon de réagir aux ajustements auxquels les « vieux » partis ont procédé depuis l'élection de 2007. L'avenir du Parti vert et de Québec solidaire dépendra aussi de leur capacité d'adaptation dans un contexte où l'argument du vote gaspillé incitera toujours certains électeurs à refuser d'appuyer un parti qui n'a guère de chances de faire élire des députés. Le recrutement, par l'un ou l'autre des grands partis de personnalités liées à la cause de l'environnement ou à des enjeux sociaux, pourrait aussi changer la donne. Il sera donc intéressant d'observer les prochaines manœuvres stratégiques des partis politiques au Québec afin de voir s'ils seront en mesure de maintenir ou d'accroître leurs soutiens dans les différents segments de l'électorat québécois.

Annexe

Description des variables

Français:

1 si la langue parlée le plus souvent à la maison est le français, 0 autrement.

Age:

Age en centième (échelle allant de .18 à .88).

Femme:

1 si femme, 0 si homme.

Scolarité:

Échelle en 10 points ramenée entre 0 et 1.

Revenu:

Échelle en 10 points ramenée entre 0 et 1.

Qcentre:

1 si Québec - RMR, Mauricie, Chaudière-Appalaches - RMR, Chaudière-Appalaches autres, Québec autres, ou Centre-du-Québec; 0 autrement.

Lvcouronne:

1 si Laval, Lanaudière - RMR, Laurentides - RMR, Montérégie - RMR, Lanaudière autres, Laurentides autres, ou Montérégie-Autre; 0 autrement.

Prelg:

0 si ne va presque jamais à la messe, .25 si une ou deux fois par année, .50 si une fois par mois, .75 si deux fois par mois, et 1 si chaque semaine ou plus souvent.

Cmoral:

Échelle 0-1 tenant compte de la position sur le mariage entre personne de même sexe (q66), et du niveau d'accord avec les énoncés: « Notre société se porterait mieux si les gens pratiquaient leur religion plus régulièrement » (q67) et « Il y aurait beaucoup moins de problèmes au Québec si on accordait plus d'importance aux valeurs familiales traditionnelles » (q68). Moyenne = .49 ; Écart-type = .27.

État:

Échelle 0-1 tenant compte du niveau d'accord avec les énoncés: « Au total, ce serait une bonne chose de privatiser Hydro Québec » (q50), « Pour améliorer le système de santé au Québec, il faudrait avoir davantage recours au secteur privé » (q51), « Sans l'action du gouvernement, il y aurait beaucoup plus de pauvreté dans nos sociétés » (q52), et « Sans l'action du gouvernement, l'environnement serait beaucoup moins bien protégé » (q53). Moyenne = .41 ; Écart-type = .19.

Patsynd:

Échelle ramenée entre 0 et 1 résultant de la différence entre le thermomètre « entreprises » (q65) et le thermomètre « syndicats » (q64). Moyenne = .60 ; Écart-type = .17.

Mdem:

Échelle 0-1 tenant compte du niveau d'accord avec les énoncés: « Je ne crois pas que les gouvernements se soucient beaucoup de ce que les gens comme moi pensent » (q21) et « Ceux qui sont élus au Parlement perdent vite contact avec les gens » (q22), de la mesure avec laquelle les gens font confiance aux gouvernements pour faire ce qui doit être fait (q23), de ce que les gens pensent à propos du niveau de gaspillage au gouvernement (q24), de leur opinion à propos de l'honnêteté des dirigeants (q25), de la tendance des gouvernements à favoriser certaines personnes (q26), et de la satisfaction envers la démocratie (q27). Moyenne = .65 ; Écart-type = .20.

Qnat:

Échelle 0-1 tenant compte de l'identité, canadienne ou québécoise (q18), de l'intention de vote référendaire (q19 et q20), du fait de se considérer comme fédéraliste ou souverainiste (q48), et de la répartition des pouvoirs entre les provinces et le fédéral (q49). Moyenne = .42 ; Écart-type = .29.

Référendum:

Opinion à propos de l'idée de tenir un référendum sur la souveraineté (q35a), entre 0 et 1.

Ecn:

Perceptions à l'égard de l'évolution rétrospective des conditions économiques, en trois points: 0, .5, et 1.

Accommodement:

Niveau d'accord avec l'énoncé (q69): « Durant les dernières années, nous sommes allés trop loin pour accommoder les minorités culturelles au Québec », entre 0 et 1.

PidPLQ, PidADQ, PidPQ, PidQS, PidPVQ:

1 si identification au plq/adg/etc., 0 autrement.

Charest, Boisclair, Dumont, David, McKay:

Composé à partir de trois questions demandant d'identifier le chef le plus compétent (q44), le plus honnête (q45) et le plus proche des gens (q46). Variable en 4 pts (0, .33, .67, et 1) selon que le chef en question ait été mentionné aucune, une, deux, ou toutes les fois.

Bibliographie

Allan, James P., et Richard Vengroff (2004). « The Changing Party System in Quebec: The 2003 Elections and Beyond. » *Québec Studies*, 37: 3-22.

- Bélanger, Éric (2004a). « The Rise of Third Parties in the 1993 Canadian Federal Election: Pinard Revisited. » *Revue canadienne de science politique*, 37: 581-594.
- Bélanger, Éric (2004b). « Antipartyism and Third-Party Vote Choice: A Comparison of Canada, Britain, and Australia. » *Comparative Political Studies*, 37: 1054-1078.
- Bélanger, Éric (2007a). « Third Party Success in Canada. » Dans Alain-G. Gagnon et A. Brian Tanguay (dir.), *Canadian Parties in Transition*, 3^e édition, Peterborough: Broadview Press, p.83-109.
- Bélanger, Éric (2007b). « Un tripartisme de transition. » *Options politiques*, avril, p.69-73.
- Bélanger, Éric, et Kees Aarts (2006). « Explaining the Rise of the LPF: Issues, Discontent, and the 2002 Dutch Election. » *Acta Politica*, 41: 4-20.
- Bélanger, Éric, et Richard Nadeau (2005). « Political Trust and the Vote in Multiparty Elections: The Canadian Case. » *European Journal of Political Research*, 44: 121-146.
- Bélanger, Éric, et Richard Nadeau (2006). « The Bloc Québécois: A Sour-Tasting Victory. » Dans Jon H. Pammett et Christopher Dornan (dir.), *The Canadian Federal Election of 2006*, Toronto: Dundurn Press, p.122-142.
- Belkhdja, Chedly (1999). « La dimension populiste de l'émergence et du succès électoral du Parti Confederation of Regions au Nouveau-Brunswick. » *Revue canadienne de science politique*, 32: 293-315.
- van der Brug, Wouter (2003). « How the LPF Fuelled Discontent: Empirical Tests of Explanations of LPF Support. » *Acta Politica*, 38: 89-106.
- van der Brug, Wouter, Meindert Fennema, et Jean Tillie (2000). « Anti-Immigrant Parties in Europe: Ideological or Protest Vote? » *European Journal of Political Research*, 37: 77-102.
- van der Brug, Wouter, et Anthony Mughan (2007). « Charisma, Leader Effects and Support for Right-Wing Populist Parties. » *Party Politics*, 13: 29-51.
- Cairns, Alan C. (1968). « The Electoral System and the Party System in Canada 1921-1965. » *Revue canadienne de science politique*, 1: 55-80.
- Canovan, Margaret (1999). « Trust the People! Populism and the Two Faces of Democracy. » *Political Studies*, 47: 2-16.
- Chanley, Virginia A., Thomas J. Rudolph, et Wendy M. Rahn (2001). « Public Trust in Government in the Reagan Years and Beyond. » Dans John R. Hibbing et Elizabeth Theiss Morse (dir.), *What Is It About Government That Americans Dislike?*, Cambridge: Cambridge University Press, 59-78.
- Citrin, Jack, Herbert McClosky, J. Merrill Shanks, et Paul M. Sniderman (1975). « Personal and Political Sources of Political Alienation. » *British Journal of Political Science*, 5: 1-31.
- Craig, Stephen C. (1979). « Efficacy, Trust, and Political Behavior: An Attempt to Resolve a Lingering Conceptual Dilemma. » *American Politics Quarterly*, 7: 225-239.
- Dalton, Russell J. (2004). *Democratic Challenges, Democratic Choices: The Erosion of Political Support in Advanced Industrial Democracies*. Oxford: Oxford University Press.
- Dalton, Russell J., Ian McAllister, et Martin P. Wattenberg (2000). « The Consequences of Partisan Dealignment. » Dans Russell J. Dalton et Martin P. Wattenberg (dir.), *Parties without Partisans: Political Change in Advanced Industrial Democracies*, Oxford: Oxford University Press, p.37-63.
- Drouilly, Pierre (2003). « Qui a voté quoi, où et pourquoi? » Dans Michel Venne (dir.), *L'annuaire du Québec 2004*, Montréal: Fides, p.581-588.
- Dutrisac, Robert (2006). « Accommodement raisonnable: Charest doit fixer une limite, dit Dumont. » *Le Devoir*, 18-19 novembre, p.A3.

- Duverger, Maurice (1951). *Les partis politiques*. Paris: Armand Collin.
- Easton, David (1965). *A Systems Analysis of Political Life*. New York: Wiley.
- Gagnon, Alain-G. (1981). « Third Parties: A Theoretical Framework. » *American Review of Canadian Studies*, 11: 37-63.
- Gagnon, Katia (2007). « Il est interdit de lapider les femmes! » *La Presse*, 27 janvier, p.A1.
- Gamson, William A. (1968). *Power and Discontent*. Homewood: Dorsey Press.
- Gerring, John (2005). « Minor Parties in Plurality Electoral Systems. » *Party Politics*, 11: 79-107.
- Golder, Matt (2003). « Explaining Variation in the Success of Extreme Right Parties in Western Europe. » *Comparative Political Studies*, 36: 432-466.
- Greene, William (2007). *Econometric Analysis (6^e édition)*. New York: Prentice-Hall.
- Harmel, Robert, et John D. Robertson (1985). « Formation and Success of New Parties: A Cross-National Analysis. » *International Political Science Review*, 6: 501-523.
- Hetherington, Marc J. (1998). « The Political Relevance of Political Trust. » *American Political Science Review*, 92: 791-808.
- Hetherington, Marc J. (1999). « The Effect of Political Trust on the Presidential Vote, 1968-96. » *American Political Science Review*, 93: 311-326.
- Hibbing, John R., et Elizabeth Theiss-Morse (dir.) (2001). *What Is It About Government That Americans Dislike?* Cambridge: Cambridge University Press.
- Hirano, Shigeo, et James M. Snyder, Jr. (2007). « The Decline of Third-Party Voting in the United States. » *Journal of Politics*, 69: 1-16.
- Hirschman, Albert O. (1970). *Exit, Voice, and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*. Cambridge: Harvard University Press.
- Inglehart, Ronald (1998). *Modernization and Postmodernization*. Princeton: Princeton University Press.
- Kang, Won-Taek (2004). « Protest Voting and Abstention Under Plurality Rule Elections: An Alternative Public Choice Approach. » *Journal of Theoretical Politics*, 16: 79-102.
- Kitschelt, Herbert (1995). *The Radical Right in Western Europe: A Comparative Analysis*. Ann Arbor: University of Michigan Press.
- Koch, Jeffrey W. (2003). « Political Cynicism and Third Party Support in American Presidential Elections. » *American Politics Research*, 31: 48-65.
- Lewis-Beck, Michael et Mary Stegmaier. (2007). « Economic Determinants of Electoral Outcomes. » Dans Russell Dalton et Hans-Dieter Klingemann (dir.), *The Oxford Handbook of Political Behavior*, Oxford: Oxford University Press, p.518-537.
- Lipset, Seymour Martin (1990). *Continental Divide: The Values and Institutions of the United States and Canada*. London: Routledge.
- Lucardie, Paul (2007). « Pristine Purity: New Political Parties in Canada. » *American Review of Canadian Studies*, 37: 283-300.
- Martin, Geoffrey R. (1998). « We've Seen It All Before: The Rise and Fall of the COR Party of New Brunswick, 1988-1995. » *Revue d'études canadiennes*, 33: 22-38.
- Meguid, Bonnie M. (2008). *Party Competition Between Unequals: Strategies and Electoral Fortunes in Western Europe*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Miller, Warren E. et J. Merrill Shanks. (1996). *The New American Voter*. Cambridge: Harvard University Press.

- Müller-Rommel, Ferdinand (1996). « The New Challengers: Explaining the Electoral Success of Green and Right-Wing Populist Parties in Western Europe. » Dans Annie Laurent et Bruno Villalba (dir.), *Les petits partis*, Paris: L'Harmattan, p.119-141.
- Nadeau, Richard, et Éric Bélanger (1999). « L'appui aux partis politiques québécois, 1989-1998. » Dans Robert Boily (dir.), *L'année politique au Québec 1997-1998*, Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, p.203-214.
- Nadeau, Richard, et Jean-Marc Léger. (1998). « L'ADQ, un parti de consensus ou un fourre-tout? » *Le Devoir*, 8 décembre, pA7.
- Nadeau, Richard, Daniel Guérin et Pierre Martin. (1995). « L'effondrement du Parti progressiste-conservateur à l'élection fédérale de 1993. » *Revue québécoise de science politique*, 27: 123-148.
- Norris, Pippa (dir.) (1999). *Critical Citizens: Global Support for Democratic Governance*. Oxford: Oxford University Press.
- Norris, Pippa (2005). *Radical Right: Voters and Parties in the Electoral Market*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Nye, Joseph S., Philip D. Zelikow, et David C. King (dir.) (1997). *Why People Don't Trust Government*. Cambridge: Harvard University Press.
- Orren, Gary (1997). « Fall from Grace: The Public's Loss of Faith in Government. » Dans Joseph S. Nye, Philip D. Zelikow, et David C. King (dir.), *Why People Don't Trust Government*, Cambridge: Harvard University Press, 77-107.
- Perreault, Laura-Julie (2006). « Rentrée en classe du kirpan. » *La Presse*, 3 mars, p.A1.
- Peterson, Geoff, et J. Mark Wrighton (1998). « Expressions of Distrust: Third-Party Voting and Cynicism in Government. » *Political Behavior*, 20: 17-34.
- Pétry, François, Éric Bélanger, et Louis M. Imbeau (dir.) (2006). *Le Parti libéral: enquête sur les réalisations du gouvernement Charest*. Québec: Presses de l'Université Laval.
- Pharr, Susan J., et Robert D. Putnam (dir.) (2000). *Disaffected Democracies: What's Troubling the Trilateral Countries?* Princeton: Princeton University Press.
- Pinard, Maurice (1971). *The Rise of a Third Party: A Study in Crisis Politics*. Englewood Cliffs: Prentice-Hall.
- Pinard, Maurice (2003). *Un grand réalignement des partis politiques au Québec*. Les Cahiers du CRIC, Montréal: Centre de recherche et d'information sur le Canada.
- Robitaille, Antoine (2007). « Accommodements: Charest en appelle à la raison. » *Le Devoir*, 9 février, p.A1.
- Taggart, Paul (2000). *Populism*. Buckingham: Open University Press.
- Tanguay, A. Brian (2007). « The Stalled Realignment: Quebec's Party System After the 2003 Provincial Election. » Dans Michael Murphy (dir.), *Quebec and Canada in the New Century: New Dynamics, New Opportunities*, Montréal & Kingston: McGill-Queen's University Press.
- Willey, Joseph (1998). « Institutional Arrangements and the Success of New Parties in Old Democracies. » *Political Studies*, 46: 651-668.

Tableau 1. Résultats des élections de 2003 et 2007 au Québec

	2003		2007		Différence	
	<i>Vote (%)</i>	<i>Sièges</i>	<i>Vote (%)</i>	<i>Sièges</i>	<i>Vote (%)</i>	<i>Sièges</i>
ADQ	18,2	4	30,8	41	+15,6	+37
PVQ	0,4	0	3,9	0	+3,5	0
UFP/QS	1,1	0	3,6	0	+2,5	0
PQ	33,2	45	28,4	36	-4,8	-9
PLQ	46,0	76	33,1	48	-12,9	-28

Source: Directeur général des élections du Québec (DGEQ)

Tableau 2. La composition des clientèles électorales au Québec en 2007

	ADQ	QS	PVQ	PQ	PLQ
Francophones					
%	96,2	93,6	66,2	97,5	68,4
Vote (%)	35,1	5,2	4,8	34,8	20,0
Femmes					
%	48,3	48,0	46,4	50,4	51,8
Vote (%)	30,9	4,6	6,0	31,5	27,0
18-34 ans					
%	28,0	35,6	43,9	33,7	19,7
Vote (%)	30,6	6,0	9,8	36,4	17,3
35-54 ans					
%	47,7	48,6	40,3	39,6	38,1
Vote (%)	35,9	5,6	6,2	29,4	23,0
55 ans et +					
%	24,3	15,9	15,8	26,8	42,3
Vote (%)	26,9	2,7	3,6	29,3	37,6
Éducation (élevée)					
%	35,4	57,6	65,2	43,9	53,5
Vote (%)	24,8	6,1	9,3	29,7	30,1
Revenu (élevé)					
%	48,7	34,9	49,5	43,7	45,9
Vote (%)	34,1	4,0	7,0	29,7	25,2
Pratique religieuse (élevée)					
%	47,1	34,6	34,6	37,3	59,5
Vote (%)	32,6	3,7	4,9	25,3	33,5
Montréal					
%	15,8	35,0	56,6	21,7	36,3
Vote (%)	18,9	6,3	13,8	25,4	35,5
Couronne					
%	37,7	19,8	16,4	35,3	25,8
Vote (%)	37,9	3,0	3,4	34,7	21,1
Outaouais					
%	2,2	7,1	7,5	3,7	5,8
Vote (%)	17,1	8,2	11,6	27,3	35,8
Québec					
%	20,0	8,7	7,6	11,6	11,5
Vote (%)	46,0	3,0	3,6	26,0	21,5
Centre					
%	13,3	12,6	9,3	13,8	9,6
Vote (%)	34,7	5,0	4,9	35,1	20,3
Périphérie					
%	10,9	16,9	2,6	14,0	11,1
Vote (%)	29,7	7,0	1,4	37,3	24,7

Note: Francophones = 1 si francophone, 0 autrement. 18-34 ans, 35-54 ans, et 55 ans et + = 1 si 18-34 ans / 35-54 ans / 55 ans et +, 0 autrement. Éducation (élevée) = 1 si université ou plus, 0 autrement. Revenu (élevé) = 1 si 60,000 et plus, 0 autrement. Pratique religieuse (élevée) = 1 si va à la messe une ou deux fois par année ou plus, 0 autrement. Montréal = 1 si Montréal ou Laval, 0 autrement. Couronne = 1 si Lanaudière – RMR, Laurentides – RMR, Montérégie – RMR, Lanaudière (autres), Laurentides (autres), ou Montérégie (autres), 0 autrement.

Outaouais = 1 si Outaouais, 0 autrement. Québec = 1 si Québec – RMR, Chaudière-Appalaches – RMR, Québec (autres), ou Chaudière-Appalaches (autres), 0 autrement. Centre = 1 si Mauricie, Estrie, ou Centre-du-Québec, 0 autrement. Périphérie = 1 si Bas-Saint-Laurent, Saguenay/Lac-Saint-Jean, Abitibi/Témiscamingue, Côte-Nord, ou Gaspésie, 0 autrement. Autres variables décrites dans l'annexe.

Tableau 3a. Une estimation par analyse de régression multinomiale des déterminants du vote pour le *PVQ* par rapport à l'*ADQ* lors de l'élection de 2007 au Québec

<i>Modèle A</i>	<i>Modèle B</i>	<i>Modèle C</i>	<i>Modèle D</i>
-----------------	-----------------	-----------------	-----------------

Constante	.68	4.56 **	3.41 **	2.92
Français	-2.15 **	-2.41 **	-2.24 **	-.11
Age	-1.57	-1.23	.19	2.35
Femme	-.05	.07	-.01	.17
Scolarité	1.72 **	1.07	1.01	-.08
Revenu	.22	.24	.43	.57
Qcentre	-1.44 **	-1.22 **	-1.06 **	-.92
Lvcouronne	-1.32 **	-1.15 **	-.97 **	-1.10 **
Prelg	-1.19 *	-1.07	-1.27	-.19
Qnat		.54	.74	1.10
État		-2.51 **	-2.38 **	-1.57
Patsynd		-2.71 **	-1.49	-1.21
Cmoral		-1.06	-1.36 *	-2.15 *
Mdem		-.96	-.08	-1.09
Ecn			-.65	-1.25 *
Référendum			-.58	-.84
Accomodement			-.90	-.78
Impsanté			-.31	.44
Impéduc			1.33	1.13
Impsouv			1.20	1.33
Impenvir			2.63 **	2.02 **
Impchang			-.63	-.73
PidADQ				-2.24 **
PidPVQ				3.50 **
PidQS				.55
PidPQ				-1.50 *
PidPLQ				-1.13
Dumont				-1.57 *
McKay				2.48 *
David				1.43
Boisclair				.10
Charest				.53
Pseudo R ²	.11	.33	.41	.63
N	1 490	1 420	1 400	1 383

* $p \leq .05$; ** $p \leq .01$. Tests bilatéraux. Voir l'annexe pour une description des variables.

Tableau 3b. Une estimation par analyse de régression multinomiale des déterminants du vote pour QS par rapport à l'ADQ lors de l'élection de 2007 au Québec

	<i>Modèle A</i>	<i>Modèle B</i>	<i>Modèle C</i>	<i>Modèle D</i>
Constante	-1.81 *	6.38 **	7.10 **	2.01

Français	.21	-1.26 *	-1.03	.80
Age	-.49	-.87	-.12	-.17
Femme	-.04	-.03	-.13	-.42
Scolarité	2.78 **	.93	.79	-.46
Revenu	-1.37 **	-1.15 **	-.98	-.46
Qcentre	-1.77 **	-1.76 **	-1.63 **	-1.74 *
Lvcouronne	-1.41 **	-1.52 **	-1.52 **	-1.19 *
Prelg	-1.06 *	.03	-.27	-.22
Qnat		-2.94 **	-2.71 **	-.63
État		-3.48 **	-3.39 **	.50
Patsynd		-5.24 **	-5.20 **	-3.81 *
Cmoral		-2.37 **	-2.21 **	-.20
Mdem		.56	1.05	.18
Ecn			-.18	.66
Référendum			-.86	-.64
Accomodement			-1.72 **	-.68
Impsanté			-.01	-.62
Impéduc			1.74 *	.75
Impsouv			-1.51	-.95
Impenvir			1.53 **	.40
Impchang			-.49	-1.58 *
PidADQ				-2.71 *
PidPVQ				-.14
PidQS				3.82 **
PidPQ				-.18
PidPLQ				-
Dumont				-1.72
McKay				-.60
David				4.93 **
Boisclair				1.15
Charest				-.42
Pseudo R ²	.11	.33	.41	.62
N	1 490	1 420	1 400	1 383

* $\rho \leq .05$; ** $\rho \leq .01$. Tests bilatéraux.

Note: La variable PidPLQ a été retirée de l'analyse afin d'obtenir les probabilités correspondant au modèle D.

Tableau 3c. Une estimation par analyse de régression multinomiale des déterminants du vote pour le PQ par rapport à l'ADQ lors de l'élection de 2007 au Québec

	<i>Modèle A</i>	<i>Modèle B</i>	<i>Modèle C</i>	<i>Modèle D</i>
Constante	-.49	7.00 **	6.40 **	3.05 *

Français	.69	-.55	-.39	1.43 *
Age	.55	.18	1.18	1.35
Femme	-.01	.14	.10	.13
Scolarité	.86 **	-.86	-.75	-1.84 **
Revenu	-.53 *	-.27	-.36	-.08
Qcentre	-1.14 **	-1.08 **	-1.08 **	-.90 **
Lvcouronne	-.70 **	-.87 **	-.77 **	-.79 **
Prelg	-.65 **	.35	.13	.80
Qnat		-5.42 **	-4.70 **	-2.76 **
État		-2.50 **	-2.48 **	-.19
Patsynd		-1.96 **	-1.43 *	-.37
Cmoral		-1.07 **	-1.14 **	-1.34 *
Mdem		-2.01 **	-1.42 **	-1.59 *
Ecn			.26	.29
Référendum			-.88 **	-.10
Accomodement			-.67	-.60
Impsanté			.15	-.06
Impéduc			2.32 **	1.42
Impsouv			1.52 **	.94
Impenvir			.70	.26
Impchang			-.56 *	-.72 *
PidADQ				-2.46 **
PidPVQ				.93
PidQS				2.08
PidPQ				1.08 **
PidPLQ				-.59
Dumont				-1.58 **
McKay				-.26
David				1.91 *
Boisclair				2.66 **
Charest				-1.42
Pseudo R ²	.11	.33	.41	.63
N	1 490	1 420	1 400	1 383

* $\rho \leq .05$; ** $\rho \leq .01$. Test bilatéraux.

Tableau 3d. Une estimation par analyse de régression multinomiale des déterminants du vote pour le PLQ par rapport à l'ADQ lors de l'élection de 2007 au Québec

	<i>Modèle A</i>	<i>Modèle B</i>	<i>Modèle C</i>	<i>Modèle D</i>
Constante	-.49	.34	-1.31	3.05 *
Français	-2.10 **	-1.73 **	-1.11 **	.43

Age	3.25 **	3.62 **	3.67 **	2.30 *
Femme	.15	.32	.52 **	.60 *
Scolarité	1.10 **	.47	.08	.07
Revenu	.16	-.12	-.36	-.57
Qcentre	-.78 **	-.99 **	-1.25 **	-.81 *
Lvcouronne	-.61 **	-.53 **	-.61 **	-.38
Prelg	.56 *	.32	.32	.62
Qnat		3.70 **	3.23 **	2.04 **
État		-1.84 **	-1.76 **	.04
Patsynd		.13	-.02	-.12
Cmoral		-.48	-.29	.03
Mdem		-2.96 **	-2.28 **	-.93
Ecn			2.16 **	1.30 **
Référendum			1.05 *	.38
Accomodement			-.85 *	-1.15 *
Impsanté			-.05	-.34
Impéduc			1.59 **	.59
Impsouv			1.70 **	1.00
Impenvir			-.44	-.37
Impchang			-1.40 **	-1.77 **
PidADQ				-2.52 **
PidPVQ				1.55
PidQS				.53
PidPQ				-.34
PidPLQ				1.73 **
Dumont				-.96
McKay				.53
David				.92
Boisclair				.87
Charest				2.89 ***
Pseudo R ²	.11	.33	.41	.63
N	1 490	1 420	1 400	1 383

* $\rho \leq .05$; ** $\rho \leq .01$. Tests bilatéraux.

Tableau 4a. Une estimation de l'impact de différentes variables sur la probabilité de voter pour le PVQ plutôt que l'ADQ lors de l'élection de 2007 au Québec

	<i>Modèle A</i>	<i>Modèle B</i>	<i>Modèle C</i>	<i>Modèle D</i>
Français	-.09	-.18	-.19	-.03
Age	-.07	-.08	-.03	.06
Femme	-.00	-.00	-.01	.00
Scolarité	.04	.07	.06	.02

Revenu	.02	.02	.03	.04
Qcentre	-.03	-.04	-.02	-.03
Lvcouronne	-.03	-.04	-.03	-.04
Prelg	-.04	-.06	-.05	-.03
Qnat		.02	.03	.06
État		-.07	-.06	-.07
Patsynd		-.11	-.03	-.06
Cmoral		-.03	-.05	-.09
Mdem		.01	.03	-.02
Ecn			-.06	-.08
Référendum			-.02	-.06
Accomodement			-.03	-.02
Impsanté			-.02	.03
Impéduc			-.01	.02
Impsouv			.01	.05
Impenvir			.29	.23
Impchang			-.01	-.01
PidADQ				-.05
PidPVQ				.39
PidQS				-.02
PidPQ				-.08
PidPLQ				-.06
Dumont				-.05
McKay				.33
David				.02
Boisclair				-.04
Charest				-.02

Tableau 4b. Une estimation de l'impact de différentes variables sur la probabilité de voter pour QS plutôt que l'ADQ lors de l'élection de 2007 au Québec

	<i>Modèle A</i>	<i>Modèle B</i>	<i>Modèle C</i>	<i>Modèle D</i>
Français	.03	-.01	-.01	.01
Age	-.04	-.03	-.02	-.01
Femme	-.00	-.00	-.01	-.01
Scolarité	.08	.03	.02	.00
Revenu	-.05	-.03	-.02	-.01
Qcentre	-.04	-.03	-.02	-.02

Lvcouronne	-.03	-.03	-.02	-.01
Prelg	-.03	-.00	-.01	-.01
Qnat		-.03	-.02	-.01
État		-.06	-.04	.01
Patsynd		-.28	-.26	-.13
Cmoral		-.06	-.04	.00
Mdem		.04	.04	.01
Ecn			-.01	.01
Référendum			-.02	-.01
Accomodement			-.04	-.00
Impsanté			-.00	-.01
Impéduc			.01	-.00
Impsouv			-.03	-.02
Impenvir			.03	.00
Impchang			-.00	-.01
PidADQ				-.02
PidPVQ				-.01
PidQS				.17
PidPQ				-.01
PidPLQ				-
Dumont				-.02
McKay				-.01
David				.36
Boisclair				-.00
Charest				-.02

Note: La variable PidPLQ a été retirée de l'analyse afin d'obtenir les probabilités correspondant au modèle D.

Tableau 4c. Une estimation de l'impact de différentes variables sur la probabilité de voter pour le PQ plutôt que l'ADQ lors de l'élection de 2007 au Québec

	<i>Modèle A</i>	<i>Modèle B</i>	<i>Modèle C</i>	<i>Modèle D</i>
Français	.28	.08	.06	.20
Age	-.09	-.09	.01	.06
Femme	-.01	.01	-.00	-.01
Scolarité	.05	-.21	-.18	-.38
Revenu	-.11	-.04	-.06	.01
Qcentre	-.14	-.12	-.13	-.12
Lvcouronne	-.07	-.11	-.10	-.12
Prelg	-.15	.06	.03	.13

Qnat	-.75	-.73	-.53
État	-.28	-.32	-.02
Patsynd	-.18	-.15	-.05
Cmoral	-.14	-.18	-.22
Mdem	-.16	-.14	-.23
Ecn		-.06	-.00
Référendum		-.22	-.02
Accomodemement		-.06	-.03
Impsanté		.04	-.00
Impéduc		.36	.26
Impsouv		.18	.09
Impenvir		.02	-.01
Impchang		-.05	-.07
PidADQ			-.27
PidPVQ			-.09
PidQS			.43
PidPQ			.27
PidPLQ			-.19
Dumont			-.23
McKay			-.15
David			.33
Boisclair			.53
Charest			-.32

Tableau 4d. Une estimation de l'impact de différentes variables sur la probabilité de voter pour le *PLQ* plutôt que l'*ADQ* lors de l'élection de 2007 au Québec

	<i>Modèle A</i>	<i>Modèle B</i>	<i>Modèle C</i>	<i>Modèle D</i>
Français	-.45	-.20	-.10	.02
Age	.41	.43	.36	.19
Femme	.03	.04	.07	.08
Scolarité	.09	.09	.04	.11
Revenu	.08	-.00	-.04	-.09
Qcentre	-.03	-.08	-.10	-.07
Lvcouronne	-.03	-.02	-.04	-.01
Prelg	.18	.04	.05	.05
Qnat		.74	.66	.46

État	-.11	-.09	.03
Patsynd	.17	.12	.02
Cmoral	.00	.03	.10
Mdem	-.33	-.25	-.04
Ecn		.33	.21
Référendum		.17	.07
Accomodemement		-.07	-.16
Impsanté		-.01	-.05
Impéduc		-.02	-.03
Impsouv		.15	.09
Impenvir		-.12	-.10
Impchang		-.12	-.17
PidADQ			-.20
PidPVQ			.05
PidQS			-.09
PidPQ			-.10
PidPLQ			.40
Dumont			-.05
McKay			.00
David			-.02
Boisclair			-.08
Charest			.65

Tableau 5. Les orientations politiques des clientèles électorales au Québec en 2007

	Tous	ADQ	PVQ	QS	PQ	PLQ
Question nationale (Qnat)	.42	.43	.52	.20	.15	.66
Rôle de l'État (État)	.41	.48	.35	.30	.35	.39
Patronat et syndicats (Patsynd)	.60	.65	.58	.46	.53	.66
Conservatisme moral (Cmoral)	.49	.52	.40	.32	.42	.57
Malaise démocratique (Mdem)	.65	.72	.68	.66	.63	.59

Tableau 6. L'enjeu des accommodements raisonnables lors de l'élection de 2007 au Québec (%)

	Tous	ADQ	PVQ	QS	PQ	PLQ
Fortement d'accord	47	58	29	29	46	45

Plutôt d'accord	34	35	36	40	37	27
Plutôt en désaccord	12	5	20	24	13	16
Totalement en désaccord	5	1	5	9	4	11

Énoncé: « Durant les dernières années, nous sommes allés trop loin pour accommoder les minorités culturelles au Québec. ».

Tableau 7. L'image des chefs lors de l'élection de 2007 au Québec

	Thermomètre (Moy.)	Compétence (%)	Honnêteté (%)	Proximité (%)	Image (Moyenne)
Dumont	55	27	40	57	41
McKay	36	1	4	2	2
David	38	4	10	11	8
Charest	37	36	10	7	17
Boisclair	37	13	13	9	12

Tableau 8. Deuxième choix des répondants lors de l'élection de mars 2007 (%)

	PLQ	PQ	ADQ	PVQ	QS
PLQ	-	9	76	13	2
PQ	8	-	50	19	23
ADQ	38	41	-	17	5
PVQ	21	21	31	-	27
QS	3	48	21	28	-
Tous	16	19	38	16	11

Les catégories en rangées et en colonnes correspondent respectivement au vote rapporté et au deuxième choix des répondants.

Graphique 1. Les orientations politiques des clientèles partisanes au Québec

